

ILS ONT SOULIGNÉ LA NÉCESSITÉ D'ŒUVRER POUR LA PAIX DANS TOUS LES CONFLITS DE LA RÉGION

Tebboune et al-Sissi conviennent d'une rencontre prochaine

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN **d'Algérie**

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 euro
Jeudi 30 juillet 2026 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°6808 - 23^e année

LA BOUTEILLE D'EAU DE 1.5 L PASSE À 50 DA



Une hausse de prix qui interpelle

P 4

DOMICILIATION DES OPÉRATIONS D'EXPORTATIONS

La Banque d'Algérie exige la rapidité

P 5

ANP

Deux terroristes neutralisés dans la 1^{ère} Région militaire

P 4

SON AVOCAT A TRANSMIS UN COURRIER À LA FAF



Petkovic prolonge le suspense...

P 11

IL A ÉTABLI, HIER, LE PREMIER CONTACT PRÉSIDENCE – NOUVELLE APN

Tebboune fixe la prochaine étape



Le président Abdelmadjid Tebboune qui a reçu, hier, Khalida Boufedèche, la toute première femme de l'histoire de l'Algérie à la tête de l'APN, a donné les grandes orientations qui guideront la 10^e législature. LIRE EN PAGE 3

NOUVEAU WALI DE CONSTANTINE
Le président Tebboune nomme Kamel Eddine Kerbouche

Ph : DR

CHANTAGE MIGRATOIRE SUR MADRID

La mauvaise carte du Makhzen

P 2



L'ÉDITO

L'Algérie clôture la semaine sur une note positive dans un domaine bien particulier. Une série d'annonces de bon augure et autres bonnes nouvelles est venue égayer le quotidien économique national. Il s'agit des exportations hors hydrocarbures qui enregistrent une bonne dynamique, comme pouvaient en témoigner des exemples concrets. Pour commencer, on ne peut ne pas souligner, à ce sujet, les déclarations fortes du président de la République tenues lors de l'entrevue médiatique diffusée lundi soir. Le chef de l'État garde le cap sur la diversification de la production nationale et place la barre des ambitions à l'exportation toujours aussi haut. L'objectif d'exporter pour 30 milliards de dollars à l'horizon 2030 est maintenu. Nos opérateurs sont ainsi mis devant leur responsabilité dans l'essor économique national. L'outil de production nationale est la sève qui nourrit chaque

Bon à exporter

jour cet objectif et l'opérateur en est le cœur battant. Aujourd'hui, l'Algérie peut se targuer d'avoir réussi à réunir toutes les conditions nécessaires à une véritable chaîne de valeur à l'exportation dans les domaines hors hydrocarbures. Preuve en est, le niveau des ventes algériennes sur les marchés extérieurs est situé entre 5 et 7 milliards de dollars. Les exemples sont légion. L'Algérie n'importe plus, par exemple l'ail, l'oignon et la pomme de terre. Mieux, nous sommes passés à la position d'exportateurs de ces produits alimentaires. Lundi, nous avons senti chez le Président cette volonté forte de faire passer notre pays du stade d'importateur à celui d'exportateur dans tous les produits susceptibles de garantir notre

sécurité alimentaire, comme l'autosuffisance en blé dur qui est en passe d'être atteinte cette année. Durant cette semaine, il y a eu aussi l'électroménager national qui a fait florès avec le lancement d'opérations d'exportation de produits « Made in Algeria » vers des marchés en Europe et dans le monde arabe depuis Bordj Bou Arréridj. Notamment, le climatiseur algérien qui réussit une véritable percée sur les marchés européens en cette période des grandes chaleurs propices qui booste les ventes. Autre domaine dont les produits s'exportent bien en hors hydrocarbures, le holding ACS a annoncé le succès franc d'une opération d'exportation qualitative réalisée par le groupe GIPEC, à travers sa filiale SACAR. Il s'agit de plus de 80 000 unités de carton ondulé à expédier vers la Mauritanie. En même temps, et pour fluidifier davantage la machine à l'export, les banques nationales ont été instruites de traiter les dossiers de domiciliation des opérateurs dans un délai n'excédant pas 48 heures.

Farid Guellil

IL TENTE DE PARASITER LE RAPPROCHEMENT ALGÉRO-ESPAGNOL EN EXERÇANT LE CHANTAGE MIGRATOIRE SUR MADRID

La mauvaise carte du Makhzen

Fidèle à sa stratégie du chantage et du pourrissement, le Makhzen tente à chaque fois de chahuter le rapprochement de l'Algérie avec ses partenaires.

À chaque accord signé par le gouvernement algérien avec un pays africain, du bassin méditerranéen ou d'Europe, la machine à parasite du Makhzen se met en branle pour tenter, vainement, de saborder la dynamique offensive de la diplomatie algérienne qui lui a coupé l'herbe sous les pieds. Avec le Nigéria, il a tenté de lui faire vendre, vaille que vaille, le projet mort-né de son chimérique gazoduc pour contrer le TSGP qui est lancé, et bien lancé et avec l'Espagne il use de la stratégie du chantage via ses cohortes de clandestins qu'il lance à l'assaut des enclaves de Ceuta et Melilla. La semaine dernière, plus d'un millier de migrants, parmi lesquels des adultes et des mineurs, sont entrés à Ceuta, a indiqué la Délégation du Gouvernement ce lundi. L'institution a reconnu que l'augmentation des entrées à la frontière sud a provoqué « une pression extraordinaire sur les moyens d'accueil, provoquant l'effondrement du système de protection de l'enfance et la saturation du Centre de séjour temporaire pour immigrés (CETI) ». L'augmentation rapide des arrivées a obligé à rouvrir la ressource extraordinaire que la Fondation SAMU gérât dans la zone



REUTERS

industrielle de Tarajal pour augmenter la capacité d'accueil. Pendant ce temps, au CETI, ils dépassent déjà leur capacité d'accueil, de 512 places. Plus de 200 personnes campent aux portes des installations en attendant d'entrer. Face à cette situation, la Délégation Gouvernementale a organisé dès les premières heures de ce lundi une réunion de coordination avec l'Exécutif local pour analyser une crise migratoire que les deux institutions qualifient d'extraordinaire. Les deux institutions maintiennent un contact permanent pour coordonner la réponse dans les domaines humanitaire, d'assistance et de sécurité. Ils assurent qu'ils « évaluent en permanence les besoins découlant de cette éventualité dans le but de garantir une attention adéquate aux personnes qui arrivent dans la ville ». Tant le délégué du gouvernement, Miguel Ángel Pérez Triano, que le président de la ville, Juan Vivas, ont

transféré la situation aux plus hauts niveaux institutionnels, estimant que l'ampleur de la pression migratoire nécessite une réponse « extraordinaire et immédiate ».

Et ce n'est pas la première fois que le Maroc use de cette ruse pour mettre à mal l'Espagne. En mai 2021 il a envoyé à Ceuta, environ 10 000 migrants en une seule journée. Pour réussir son coup, il avait allégé les contrôles frontaliers avec les frontières de l'enclave. Cet épisode était intervenu au plus fort d'une tension diplomatique avec Madrid pour protester contre le séjour du président de la RASD pour soins en Espagne. Le Makhzen récidivera en juin 2022 à Melilla en laissant passer près de 2 000 migrants qui avaient pris d'assaut la clôture frontalière, provoquant des heurts violents avec un bilan officiel de 23 morts et de vives critiques internationales sur la gestion sécuritaire. À ce jour, des familles de clandestins morts

lors de cet incident continuent de réclamer justice et certaines ont même intenté des procès contre le gouvernement du Maroc qui avait organisé une véritable opération de guerre contre ces clandestins qu'il avait emmenés pourtant par bus, jusqu'aux portes du poste frontalier de Melilla.

Le Makhzen use de la stratégie de la tension permanente aux frontières avec les enclaves espagnoles même s'il organise des traversées quotidiennes de mules (des femmes porteuses de ballots pleins de marchandises). Des centaines de personnes, dont des mineurs, continuent de tenter des traversées maritimes de nuit depuis les côtes voisines comme Fnidek vers Ceuta, parfois lors de vagues massives observées par la Guardia Civil. Le Maroc joue cette carte pour tenter de se présenter comme le partenaire idéal pour l'Europe dans la lutte contre l'émigration clandestine. Et il en use épisodiquement pour augmenter la pression sur Madrid quand il la voit tenter des rapprochements avec ses partenaires étrangers, notamment l'Algérie. C'est une stratégie éculée car aussi bien l'Algérie que l'Espagne connaissent bien ce jeu pervers et savent bien que le Makhzen a court d'arguments et d'atouts verse dans l'illégalité pour se donner l'air d'un élément influent dans les rapports de l'Europe avec les pays de la rive sud de la mer méditerranée.

Slimane B.

ALLOCATION TOURISTIQUE DE 750 EUROS

Le procès des « fraudeurs » s'ouvre à Sidi M'hamed

Le pôle pénal économique et financier de Sidi M'hamed à Alger a ouvert hier pour la première fois, le procès de l'affaire de la fraude à l'allocation touristique de 750 euros. Plus de quinze prévenus comparaîtront devant la troisième chambre du pôle judiciaire pour répondre de faits liés à la violation des règles encadrant l'octroi de cette allocation, ainsi qu'à des infractions à la législation et à la réglementation relatives au contrôle des changes et aux mouvements de capitaux.

Selon les investigations menées par les services compétents, plusieurs réseaux auraient mis en place un stratagème sophistiqué consistant à faire entrer légalement des citoyens sur le territoire tunisien afin d'obtenir le cachet d'entrée sur leur passeport. Les voyageurs étaient ensuite rapidement ramenés en Algérie par des passages frontaliers non surveillés, sans respecter la durée minimale de séjour fixée à sept jours, avant d'être réintroduits officiellement en Tunisie pour finaliser les formalités administratives. Les enquêteurs estiment que ce procédé visait à contourner les conditions d'obtention de l'allocation touristique et portait atteinte à la stabilité du marché des changes. L'enquête révèle également l'implication de certaines agences de voyages jugées peu professionnelles. Ces dernières auraient exploi-

té les inquiétudes des citoyens en annonçant des départs en urgence sous prétexte d'une suspension imminente de l'allocation, ou encore en annulant des voyages à la dernière minute. Ces pratiques auraient contraint de nombreux voyageurs à se rendre individuellement aux postes-frontières, sans organisation préalable. Le procès devrait ainsi mettre en lumière les différents mécanismes utilisés pour détourner le dispositif de l'allocation touristique.

D'IMPORTANTES GAINS SUR LE MARCHÉ PARALLÈLE

Les poursuites judiciaires ont également été engagées après la découverte d'un autre mode opératoire consistant à exploiter le droit de jeunes sans emploi à bénéficier de l'allocation au taux de change officiel. Les organisateurs de ces réseaux prenaient uniquement en charge les frais de transport et d'hébergement en Tunisie, avant de récupérer le reste de l'allocation pour revendre les devises sur le marché parallèle. Selon les investigations, cette opération pouvait générer jusqu'à 50. 000 dinars de bénéfice par personne, permettant à ces réseaux d'amasser d'importantes sommes d'argent en très peu de temps. Afin de lutter contre ces pratiques frauduleuses, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a ordonné, lors du Conseil des

ministres du 12 juillet, que l'allocation touristique de 750 euros soit désormais versée exclusivement par carte bancaire suite au constat de « graves dépassements » ayant entraîné une importante fuite de devises à l'étranger.

M.Seghilani

AU COURS D'UNE OPÉRATION POLICIÈRE QUI A PERMIS L'INTERCEPTION DE 48 MIGRANTS CLANDESTINS

Un réseau international de passeurs tombe à Oran

Les services de la Sûreté de la wilaya d'Oran ont démantelé un réseau criminel à dimension internationale spécialisé dans l'organisation de traversées clandestines par mer. L'opération, menée par les éléments de la 1re brigade de la police judiciaire, a permis l'interpellation de 48 personnes, dont 3 principaux organisateurs. Selon les services de police, cette affaire est le résultat d'une enquête de terrain approfondie conduite sous la supervision du parquet territorialement compétent. Les investigations ont permis d'identifier les organisateurs du réseau, de mettre au jour leur mode opératoire consistant à recruter, regrouper et transporter des candidats à l'émigration clandestine, puis de suivre leurs déplacements jusqu'à leur lieu de regroupement. Les policiers ont ainsi réussi à interpellier l'ensemble des candidats au départ avant leur embarquement, lors d'une intervention dans une habitation située à Oran, utilisée comme lieu d'hébergement en attendant le lancement de la traversée. L'opération s'est également soldée par la saisie de plus de 2 000 euros en devises, de 330 millions de centimes en monnaie nationale, ainsi que par la récupération d'un véhicule utilisé pour faciliter les déplacements des membres du réseau et des candidats à l'émigration clandestine. À l'issue des procédures judiciaires, les personnes mises en cause ont été présentées devant le procureur de la République près le tribunal de Fellaoucene, pour répondre des faits qui leur sont reprochés.

A. N.

COMMUNICATION DIGITALE

La Gendarmerie investit les réseaux sociaux

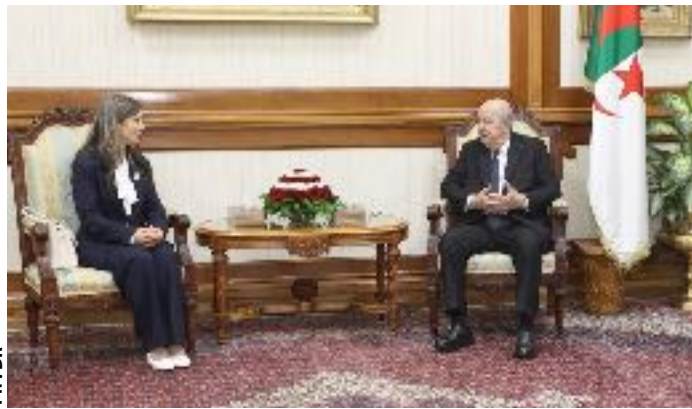
La Gendarmerie nationale poursuit sa modernisation en renforçant sa présence sur les plateformes numériques. Dans un communiqué rendu public, la Gendarmerie nationale annonce le lancement officiel de ses pages sur Facebook, Instagram et TikTok, marquant ainsi une nouvelle étape dans sa stratégie de communication digitale. L'ouverture d'une chaîne YouTube et une page X (anciennement twitter) sont également prévues prochainement afin de compléter ce dispositif. À travers cette initiative, la Gendarmerie nationale entend s'adapter à l'évolution des modes de communication et se rapprocher davantage des citoyens, en particulier des jeunes, qui s'informent de plus en plus via les réseaux sociaux. Cette présence officielle permettra de diffuser rapidement des informations fiables, de faire connaître les différentes missions de l'institution et de mettre en avant les actions menées quotidiennement sur le terrain au service de la sécurité des personnes et des biens. La création de ces espaces numériques vise également à accompagner la page Tariki. Les internautes pourront ainsi accéder aux communiqués officiels, aux conseils relatifs à la sécurité routière, à la protection des personnes et des biens, ainsi qu'aux informations concernant les opérations et les activités de la Gendarmerie nationale. Cette stratégie numérique constitue aussi un moyen efficace de lutter contre la désinformation et les fausses informations circulant sur les réseaux sociaux. Le lancement simultané des pages Facebook, Instagram et TikTok, suivi prochainement de l'ouverture d'une chaîne Youtube et une page X, traduit la volonté de l'institution d'investir les plateformes les plus fréquentées afin de diversifier ses contenus. Vidéos de sensibilisation, reportages sur les interventions, capsules d'information, campagnes de prévention et couverture des événements institutionnels viendront ainsi enrichir cette nouvelle offre numérique. Par cette démarche, la Gendarmerie nationale confirme son engagement à moderniser ses outils de communication et à tirer parti des nouvelles technologies pour renforcer la proximité avec les citoyens.

A.N.

IL A ÉTABLI, HIER, LE PREMIER CONTACT PRÉSIDENTE – NOUVELLE APN

Tebboune fixe la prochaine étape

Le président Abdelmadjid Tebboune qui a reçu hier Khalida Boufedech, la toute première femme de l'histoire de l'Algérie portée à la tête de l'APN, a donné les grandes orientations qui guideront la 10e législature.



PH: DR

Députée du parti du Front de libération nationale, Khalida Boufedech, a été élue, à la fin de la journée de mardi dernier, nouvelle présidente de l'Assemblée populaire nationale pour les cinq prochaines années et au titre de la 10e législature. Mme Boufedech a été élue avec 302 voix contre 57 pour le candidat Amine Allouche du MSP et 7 pour le candidat du RCD, et ce, sur un total de 366 voix exprimées.

Hier mercredi, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, la nouvelle présidente de l'APN lors d'une audience qui s'est déroulée en présence de son conseiller chargé des affaires politiques et des relations avec la jeunesse, la société civile et les partis politiques, Mustapha Saïdj. Au sortir du

palais d'El Mouradia, Mme Boufedech a d'emblée déclaré avoir eu « l'honneur d'être reçue par le président de la République, qui m'a félicitée à l'occasion de mon élection en tant que présidente de l'Assemblée populaire nationale et première femme à occuper ce poste dans l'histoire de l'Algérie indépendante ». Mme Boufedech, désormais troisième personnage de l'État, a aussi parlé de la teneur de son échange avec le président de la République. « J'ai eu le privilège d'écouter les hautes orientations de Monsieur le président de la République concernant la prochaine étape qui exige plus d'efforts et de

complémentarité entre les différentes institutions de l'État, au service du pays et du citoyen », a-t-elle confié lors d'un point de presse à l'issue de l'audience.

« TRAVAILLER AVEC TOUS, SANS EXCLUSIVE »

Plus tôt, soit au jour de son élection, Mme Boufedech s'est engagée, dans une allocution exprimée à chaud devant ses pairs à l'APN, à œuvrer, à coopérer et à se concerter avec tout le monde et sans exclusive. Autrement, la nouvelle présidente de la deuxième chambre du Parlement national s'est présentée dans la posture d'une femme consensuelle qui œuvre à travailler « dans un esprit de responsabilité, de coopération et de concertation, et selon l'approche de partenariat pour servir notre pays et réaliser les aspirations de notre peuple », a-t-elle livré ses premiers mots derrière le pupitre de l'assemblée. Elle a ajouté, dans des propos rapportés par l'APS, que cette responsabilité commune « exige de hisser le niveau de la performance parlementaire et de renforcer la qualité de la législation afin

d'accompagner les mutations que connaît notre pays et de réaliser les objectifs du développement global ». Mme Boufedech a aussi souligné que la conjoncture actuelle requiert « l'ancrage d'un dialogue responsable, le respect du pluralisme et la construction de consensus autour des grandes questions nationales, de manière à renforcer la confiance dans cette honorable institution constitutionnelle », tout en veillant à « consolider la coopération et la coordination institutionnelles avec le Conseil de la nation et le Gouvernement, dans le respect des prérogatives constitutionnelles ».

Farid G.

BIO-EXPRESS

Qui est Mme Boufedech ?

Mme Boufedech est née le 27 mai 1982. Elle est diplômée en médecine générale de l'université d'Alger depuis 2008. En 2019, elle a obtenu un diplôme d'études spécialisées en allergologie et immunologie clinique. Elle avait entamé sa carrière professionnelle à l'établissement public hospitalier d'Aïn Taya à Alger. Ensuite, elle a rejoint le Centre hospitalo-universitaire (CHU) de Beni Messous. En 2023, elle a été nommée cheffe de service à la Direction de la santé de la wilaya d'Alger. Sur le plan politique, elle a été élue membre de l'APC de Bordj El Bahri pour la période 2012-2017, puis membre de l'APW d'Alger en 2021.

A. N.

NOUVEAU WALI DE CONSTANTINE

Le président Tebboune nomme Kamel Eddine Kerbouche

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a mis fin aux fonctions du wali de Constantine, Abdelkhalek Sayouda, a indiqué un communiqué de la Présidence. Le Président a nommé Kamel Eddine Kerbouche, wali de Bejaia, en tant que nouveau wali de Constantine, selon le même communiqué qui précise, en outre, que le Président a chargé le secrétaire général de la wilaya de Bejaia, Saïd Yahiaoui, de la gestion intérimaire des affaires courantes de la wilaya de Bejaia, et ce jusqu'à la nomination d'un nouveau wali.

R. N.

LE COLLOQUE SCIENTIFIQUE SUR LE SAHARA OCCIDENTAL SE TERMINE PAR UNE RÉOLUTION

Seul compte le référendum d'autodétermination

Les travaux du colloque scientifique consacré à la question du Sahara occidental, organisé par l'Institut national d'études de stratégie globale (INESG) en partenariat avec le Centre sahraoui d'études stratégiques, se sont achevés à Alger sur un consensus affirmant que la seule solution juste et conforme à la légalité internationale demeure l'organisation d'un référendum d'autodétermination permettant au peuple sahraoui d'exercer son droit inaliénable à décider de son avenir.

Intervenant lors de la seconde et dernière journée du colloque, l'ambassadeur de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) en Algérie, Khatri Addouh, a animé une conférence intitulée « Perspectives de solution et de règlement futur ». Il y a réaffirmé que le règlement du conflit repose sur l'accord conclu entre les deux parties en 1991 sous l'égide des Nations unies, lequel prévoit l'organisation d'un référendum d'autodétermination. Selon le diplomate sahraoui, cette consultation populaire constitue « l'unique voie viable » pour instaurer une paix juste et durable dans la région. Il a appelé la communauté internationale à intensifier son soutien aux efforts des Nations unies afin d'achever le processus de décolonisation du Sahara occidental et de permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination et à l'indépendance.

HOMMAGE AU SOUTIEN CONSTANT DE L'ALGÉRIE

Dans son intervention, Khatri Addouh a salué la position de l'Algérie, qui, selon lui, « œuvre constamment à maintenir vivante dans les mémoires et les consciences la cause du peuple sahraoui ». Il a estimé que cet engagement traduit la fidélité de l'Algérie aux principes de sa Révolution de Novembre et à sa doctrine historique de soutien aux peuples en lutte pour leur libération. L'ambassadeur a également considéré que ce colloque illustre la constance de la position algérienne, sous la conduite du président Abdelmadjid Tebboune, en faveur de la défense des causes de décolonisation. Il a souligné que cette rencontre constitue une contribution importante à la recherche académique et à l'analyse de la lutte du peuple sahraoui, engagée depuis plus de sept décennies.

ALGER RÉAFFIRME UNE POSITION « CLAIRE ET COHÉRENTE »

De son côté, la directrice générale de la veille stratégique, de l'anticipation et de la gestion des crises au ministère des Affaires étrangères, Nassima Baghli, a rappelé que la position de l'Algérie sur le Sahara occidental « a toujours été cohérente et claire ». Elle a insisté sur le fait que cette question relève du processus de décolonisation et que son règlement doit impérativement passer par l'exercice, par le peuple sahraoui, de son droit à l'autodétermination

conformément à la Charte des Nations unies et aux résolutions internationales pertinentes. Le directeur général de l'INESG, Abdelaziz Medjahed, a pour sa part souligné que le colloque avait permis d'aborder la question sahraouie sous ses dimensions historique, juridique, politique et géostratégique. Il a qualifié cette cause de « cause de conscience », estimant qu'elle dépasse le seul peuple sahraoui pour concerner l'ensemble des peuples attachés aux principes de liberté et de justice.

En clôturant les travaux, Abdelaziz Medjahed a également affirmé que les politiques expansionnistes de l'occupation marocaine trouvent leurs origines dans les années 1940, appelant à une mobilisation accrue des milieux universitaires, médiatiques et politiques afin de soutenir le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance.

DES RECOMMANDATIONS EN FAVEUR D'UNE ACTION INTERNATIONALE RENFORCÉE

Les experts réunis lors du colloque ont plaidé pour un renforcement des mécanismes de responsabilité juridique concernant les violations commises dans les territoires sahraouis occupés. Ils ont recommandé l'internationalisation des dossiers relatifs aux violations des droits humains et le dépôt de plaintes devant les juridictions internationales et régionales. Les participants ont également appelé à

IL ENTAME SON TRAVAIL PARLEMENTAIRE PAR UNE ABSTENTION

Le FFS se veut une opposition responsable et indépendante

Le groupe parlementaire du Front des forces socialistes a annoncé son abstention lors de l'élection du président de l'Assemblée populaire nationale, affirmant son refus de cautionner un processus qu'il estime réduit à « des arrangements partisans étroits » menés sans concertation. Dans un communiqué publié sur sa page Facebook, le FFS a expliqué que cette décision traduit son rejet d'une logique qui, selon lui, « réduit les mécanismes constitutionnels et institutionnels à de simples arrangements partisans, sans aucune concertation ». Le parti réaffirme, dans le même texte, son engagement à exercer une « opposition nationale, démocratique, responsable, indépendante et constructive », fondée sur ses principes et ses convictions. Il souligne qu'il refuse aussi bien « la complaisance » que « l'obstruction systématique », tout en plaçant la défense des intérêts du peuple algérien et de l'intérêt supérieur de la Nation au cœur de son action. Les députés du FFS assurent également qu'ils poursuivront leur mandat « avec responsabilité, cohérence et constance », afin que l'Assemblée populaire nationale demeure « une tribune authentique pour exprimer les aspirations des Algériennes et des Algériens et défendre leurs revendications légitimes ». Par ailleurs, le groupe parlementaire critique les nouvelles dispositions du règlement intérieur de l'APN, qu'il juge plus restrictives en matière de constitution des groupes parlementaires. Malgré ces contraintes, le FFS annonce qu'il dévoilera dans les prochains jours le nom du président de son groupe parlementaire. Enfin, le parti affirme que son groupe exercera pleinement les prérogatives qui lui ont été confiées par les électeurs, en se voulant une force de proposition, de contrôle de l'action gouvernementale et de redevabilité politique, avec pour priorité la défense de l'intérêt général.

A. N.

M. Seghilani

LA BOUTEILLE D'EAU DE 1.5 L PASSE À 50 DA

Une hausse de prix qui interpelle

En pleine vague de chaleur et alors que plusieurs wilayas du pays ont été confrontées à des incendies de forêt, un phénomène suscite l'indignation de nombreux consommateurs ; à savoir la hausse du prix de la bouteille d'eau minérale de 1,5 litre dans plusieurs commerces. Vendue habituellement à 40 DA, elle est désormais proposée à 50 DA dans plusieurs points de vente, sans qu'aucune décision officielle n'autorise une telle augmentation.



Pour de nombreux citoyens, cette pratique est difficile à comprendre dans un contexte où l'eau constitue un produit de première nécessité. Alors que des centaines de bénévoles, des éléments de la Protection civile, des agents forestiers et des citoyens sont mobilisés sur le terrain pour lutter contre les incendies, certains commerçants semblent profiter de la forte demande provoquée par les températures extrêmes pour réaliser des bénéfices supplémentaires.

LE FROID DEVIENT UN ARGUMENT COMMERCIAL

Plus surprenant encore, plusieurs consommateurs rapportent que certains commerçants appliquent le prix de 40 DA pour une bouteille conservée à température ambiante et 50 DA pour la même bouteille lorsqu'elle est placée au réfrigérateur. Si le fait de réfrigé-

rer les boissons entraîne effectivement une consommation d'électricité, cette pratique n'est encadrée par aucun texte autorisant une majoration du prix de vente d'un produit en fonction de sa température. Aux yeux des clients, il s'agit d'une hausse arbitraire qui transforme un simple passage au frais en argument commercial.

AUCUNE HAUSSE OFFICIELLE DES PRIX

À ce jour, aucune autorité n'a annoncé une révision du prix de la bouteille d'eau de 1,5 litre. Les prix pratiqués par certains commerçants relèvent donc d'initiatives individuelles et ne reposent sur aucune décision réglementaire. Cette situation relance le débat sur le respect des règles commerciales et sur la nécessité de renforcer les contrôles afin de protéger le pouvoir d'achat des consommateurs, particulièrement durant les périodes de forte chaleur où l'accès à l'eau est essentiel.

Au-delà de l'aspect économique, cette pratique soulève également une question éthique. Dans un contexte exceptionnel marqué par la canicule et les incendies, beaucoup estiment que la solidarité devrait primer sur la recherche de profits. Si une grande partie de la population se mobilise pour venir en aide aux sinistrés et soutenir les équipes d'intervention, d'autres choisissent malheureusement de tirer parti des circonstances pour augmenter leurs marges sur un produit indispensable.

Les associations de consommateurs appellent d'ailleurs les services de contrôle à intensifier leurs interventions afin de vérifier le respect des prix affichés et de sanctionner les pratiques commerciales abusives, tout en invitant les commerçants à faire preuve de responsabilité dans une période où l'intérêt général devrait prévaloir.

Ania N.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Les résultats d'orientation des nouveaux bacheliers rendus ce soir

Les nouveaux titulaires du baccalauréat connaîtront, aujourd'hui dans la soirée, les résultats de leur orientation universitaire, marquant une étape décisive dans leur parcours vers l'enseignement supérieur. Cette annonce ouvre officiellement la dernière phase des procédures d'inscription universitaire. Les candidats pourront consulter l'établissement et la filière qui leur ont été attribués à l'issue du traitement de leurs choix formulés sur la plateforme numérique dédiée. Les bacheliers qui n'auront obtenu aucun des

vœux exprimés lors de la première phase auront la possibilité de participer à une deuxième étape d'orientation, prévue à partir de demain jusqu'à dimanche. Durant cette période, ils devront renseigner une nouvelle fiche de vœux afin de postuler aux places pédagogiques encore disponibles. Les résultats de cette seconde phase seront publiés le 5 août dans la soirée. Parallèlement, les opérations d'inscription définitive se dérouleront en deux étapes. Les étudiants orientés dès la première phase devront s'acquitter, du 5 au 10 août, des frais

d'inscription et des services universitaires par voie électronique. Les candidats concernés par la seconde phase disposeront, quant à eux, de la période allant du 7 au 9 août pour effectuer le paiement en ligne et finaliser leur inscription. Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a également prévu une période réservée aux cas particuliers, du 14 au 20 août, durant laquelle les étudiants pourront déposer leurs demandes via la plateforme PROGRES. Les résultats de ces recours seront annoncés le 23 août, date à laquelle les inscriptions définitives des dossiers acceptés seront également validées. Le 28 août 2026 constituera la date limite pour le paiement électronique des frais d'inscrip-

tion universitaire. En parallèle des opérations administratives, le ministère poursuit son programme de renforcement des compétences linguistiques. Des cours d'anglais en ligne sont proposés permettant aux nouveaux étudiants d'améliorer leur maîtrise de cette langue avant la rentrée universitaire. Avec la publication des résultats d'orientation ce jeudi soir, des milliers de nouveaux bacheliers franchissent ainsi une étape déterminante vers leur intégration dans les établissements de l'enseignement supérieur, tandis que les différentes phases d'inscription se poursuivront tout au long du mois d'août selon le calendrier arrêté par le ministère.

M. Seghilani

IMPORTATION DE SERVICES

Une plateforme numérique opérationnelle dès le 1er août

Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations a annoncé le lancement, à compter du 1er août 2026, d'une plateforme numérique dédiée à l'importation de services, dans le cadre de la poursuite de la numérisation du secteur du commerce extérieur et de la modernisation des procédures administratives. Selon un communiqué du ministère, cette plateforme constitue un guichet numérique unique permettant le dépôt, le traitement et le suivi des demandes d'importation de services. L'objectif est de simplifier les démarches administratives, de réduire les délais de traitement des dossiers et d'améliorer la qualité des services offerts aux opérateurs économiques. Le ministère précise qu'à partir du 1er août, toutes les procédures liées à l'importation de services seront exclusivement réalisées via cette plateforme numérique, marquant ainsi une nouvelle étape dans la dématérialisation des formalités administratives. L'accès à la plateforme sera ouvert dès cette date à l'adresse : services.mcepe.gov.dz.

A. N.

ANP

Deux terroristes neutralisés dans la 1ère Région militaire

Deux terroristes ont été éliminés par des détachements de l'Armée nationale populaire lors d'une opération menée dans le secteur militaire de Chlef, relevant de la 1re Région militaire. Selon le bilan opérationnel de l'ANP couvrant la période du 22 au 28 juillet 2026, cette intervention a également permis de récupérer deux pistolets-mitrailleurs de type Kalachnikov, une quantité de munitions ainsi que divers autres effets. Cette opération s'inscrit dans le cadre des actions menées par les unités de l'Armée nationale populaire pour lutter contre le terrorisme et préserver la sécurité sur l'ensemble du territoire national.

A. N.

AADL

Les réseaux d'eau en cours de rénovation dans plusieurs cités

La direction régionale Alger-Ouest de l'Entreprise de gestion immobilière AADL a lancé une série de projets de réhabilitation des conduites d'alimentation en eau au niveau de plusieurs cités AADL, dans le cadre de son programme visant à améliorer la distribution de l'eau potable et à garantir son acheminement régulier vers l'ensemble des étages des immeubles. Selon l'établissement, les travaux se poursuivent dans plusieurs cités résidentiels sous la supervision des équipes techniques de la direction régionale, en coordination avec des entreprises spécialisées, afin d'assurer le respect des normes techniques et la qualité des réalisations. Les opérations concernent notamment, la cité de 540 logements AADL de Brakni, où les conduites d'eau seront renouvelées dans 12 immeubles; la cité de 443 logements AADL de Kef El Hammam, avec le renouvellement des réseaux dans 19 immeubles; la cité de 865 logements AADL de Soumaâ, où les travaux toucheront 25 immeubles; la cité de 1 652 logements AADL d'Ouled Yaïch, avec la rénovation des conduites au niveau de 36 immeubles. Ces travaux s'inscrivent dans le programme périodique de maintenance des réseaux d'alimentation en eau mis en œuvre par AADL Gestion immobilière. Ils visent à réduire les fuites, à améliorer les performances des installations et à assurer un approvisionnement régulier en eau potable pour les habitants de l'ensemble des étages des immeubles concernés.

A. N.

LA MARCHANDISE À ÉTÉ TRANSPORTÉE DANS UN VÉHICULE NON RÉFRIGÉRÉ

Plus de 2 600 œufs pourris saisis à Blida

Les services de la sûreté de la wilaya de Blida ont saisi, la semaine dernière, 2 610 œufs impropres à la consommation humaine lors d'une opération menée par les éléments de la sûreté urbaine de Guerouaou, relevant de la sûreté de daïra de Boufarik. L'intervention a été déclenchée à la suite d'un signalement reçu par la salle des opérations du Centre de vidéo-protection de la sûreté de wilaya via le numéro vert 15-48. Un citoyen a alerté les services de police sur un individu qui distribuait des œufs à des commerces de la ville de Guerouaou à bord d'un véhicule utilitaire. Les patrouilles déployées sur le terrain ont rapidement localisé et intercepté le véhicule avant de le conduire au siège du service compétent. Au total, 87 plateaux d'œufs, dont 20 plateaux vides, ont été saisis. L'expertise effectuée par le vétérinaire du service communal d'hygiène et de salubrité de la commune de Guerouaou a conclu que les œufs étaient impropres à la consommation humaine. Il a été constaté que le produit était transporté dans un véhicule utilitaire non réfrigéré, en violation de la réglementation en vigueur, notamment du décret fixant les conditions de conservation des denrées alimentaires, qui impose une température de 6 °C pour ce type de produit. Le transporteur ne respectait ni la chaîne du froid ni les conditions de conservation et de stockage. À la suite de cette expertise, un procès-verbal a été établi par le vétérinaire, confirmant l'impropreté des œufs à la consommation. La marchandise a ensuite été détruite au Centre d'enfouissement technique (CET) de Soumaâ, en présence du contrevenant et d'un représentant de l'inspection territoriale du commerce de Boufarik. Par ailleurs, une procédure judiciaire a été engagée contre le mis en cause pour non-respect des conditions de réfrigération et absence d'agrément sanitaire.

A. N.

OPÉRATIONS D'EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

La Banque d'Algérie exige la rapidité dans la domiciliation

Une nouvelle mesure a été prise par la Banque d'Algérie dans le cadre de la promotion et la facilitation des exportations hors hydrocarbures qui sont une priorité des pouvoirs publics. Il s'agit de traiter ces dossiers avec plus de célérité.



En effet, depuis mardi 28 juillet 2026, une note de la Banque d'Algérie adressée aux banques intermédiaires agréées leur a fixé à 48 heures le délai maximal de domiciliation des opérations d'exportation de biens et de services, à compter de la réception d'un dossier complet. Dans sa note, la Banque d'Algérie insiste sur la simplification : "les banques intermédiaires agréées doivent prioriser les dossiers d'exportation en simplifiant leurs circuits internes de traitement, tout en garantissant le respect strict de ce délai". La Banque d'Algérie avertit que "tout retard non justifié exposera la banque aux mesures de contrôle strictes prévues par la réglementation en vigueur". Parallèlement, la Banque d'Algérie insiste sur la nécessité d'une "vigilance renforcée" au niveau des banques en matière de commerce extérieur.

À cet effet, celles-ci doivent "s'assurer de la régularité et de la cohérence des dossiers soumis, de veiller au respect strict

des obligations de rapatriement des recettes d'exportation et de se conformer rigoureusement au dispositif légal relatif à la prévention du blanchiment d'argent et des infractions à la législation des changes". Pour rappel, le règlement du 3 février 2007 relatif aux règles applicables aux transactions courantes avec l'étranger et aux comptes devises qui se réfère au Règlement du 14 août 1991 relatif à la domiciliation et au règlement financier des exportations hors hydrocarbures, stipule dans son article 29 qu'à quelques exceptions près, toute opération d'importation ou d'exportation de biens ou de services est soumise à l'obligation de domiciliation auprès d'un intermédiaire agréé. La domiciliation est préalable à tout transfert/rapatriement de fonds, engagement et/ou au dédouanement. L'article 30 précise que la domiciliation consiste en l'ouverture

d'un dossier qui donne lieu à l'attribution d'un numéro de domiciliation par l'intermédiaire agréé domiciliataire de l'opération commerciale. Ce dossier doit contenir l'ensemble des documents relatifs à l'opération commerciale.

L'opérateur choisit l'intermédiaire agréé auprès duquel il s'engage à effectuer toutes les procédures et formalités bancaires liées à l'opération. L'article 33 du règlement du 3 février 2007 cite les cas de dispense de la domiciliation bancaire. La note de la Banque d'Algérie du 28 juillet 2026 complète ce dispositif en traitant de la célérité à donner au traitement des dossiers de domiciliation des opérations d'exportation hors hydrocarbures tout en respectant strictement les obligations dictées par le Règlement de la banque d'Algérie concernant ces opérations, en particulier le contrôle de la conformité des dossiers. La note de la

Banque d'Algérie confirme l'intérêt accordé aux exportations hors hydrocarbures appelées à appuyer l'effort de diversification de l'économie nationale et de sortie de la dépendance aux recettes d'exportation des hydrocarbures.

Tout récemment, lors de son entrevue périodique avec les représentants de médias nationaux, le président Abdelmadjid Tebboune a rappelé que les opérateurs économiques se sont engagés, à travers le Conseil du renouveau économique algérien (CREA), à exporter, à l'horizon 2029-2030, pour près de 30 milliards de dollars hors hydrocarbures, un montant équivalent aux recettes pétrolières. Auparavant, lors de son entrevue précédente avec des représentants des médias nationaux, le président Tebboune avait indiqué que la compétitivité démontrée par plusieurs secteurs industriels nationaux ces dernières années a contribué à donner une forte impulsion aux exportations algériennes hors hydrocarbures. Il avait souligné que cette progression des exportations reflétait le développement de la production nationale par rapport au passé. En même temps, le président Tebboune avait mis en garde contre certaines pratiques enregistrées dans l'activité d'exportation, notamment la sous-facturation, indiquant que des cas de non-rapatriement de devises issues des exportations, d'une valeur de 350 millions de dollars, avaient été constatés.

M'hamed Rebah

PROJETS MINIERES
STRATÉGIQUES DE GARA
DJBILET ET DE BLED
EL HADBA

Encore un coup d'accélérateur

Le gouvernement renforce la coordination entre les différents secteurs afin d'accélérer la réalisation des grands projets miniers structurants. Réunis mardi au siège du ministère de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, les secrétaires généraux des ministères de l'Énergie, de l'Intérieur, des Transports, des Mines et de l'Industrie minière ainsi que des Ressources en eau ont fait le point sur l'état d'avancement des projets de Gara Djebilet et du projet intégré du phosphate. Présidée par le secrétaire général du ministère de l'Énergie, Miloud Medjelled, cette réunion a été consacrée au suivi des infrastructures d'accompagnement indispensables à la mise en exploitation de ces projets, conformément aux orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à accélérer les projets miniers stratégiques et à renforcer la souveraineté industrielle du pays.

EAU, RAIL ET LOGISTIQUE AU CŒUR DES PRIORITÉS

Les participants ont particulièrement examiné les infrastructures nécessaires au développement de ces projets, notamment la sécurisation des ressources en eau, le renforcement des capacités ferroviaires et logistiques ainsi que les installations de production et de transformation. Les discussions ont porté sur l'alimentation en eau de l'unité de traitement primaire du minerai de fer de Gara Djebilet, du projet de production de concentrés de fer de Toumiat (Béchar), ainsi que des complexes de traitement, de transformation et de valorisation du phosphate de Blad El Hadba (Tébessa) et de Oued El Kebrit (Souk Ahras). Les responsables ont insisté sur la nécessité d'adapter progressivement les capacités d'approvisionnement en eau au rythme de la mise en service des installations industrielles. La réunion a également permis d'évaluer l'avancement des projets de transport minier, notamment le développement des capacités de chargement et d'acheminement du minerai de fer et du phosphate, afin d'accompagner l'entrée en service des nouvelles lignes ferroviaires et la montée en puissance de la production. L'objectif est d'assurer un acheminement fluide des matières premières et des produits transformés vers les unités industrielles nationales et les ports d'exportation. À l'issue de la rencontre, les secrétaires généraux ont convenu d'instaurer un mécanisme de suivi périodique pour évaluer l'avancement des travaux, lever rapidement les contraintes techniques et administratives et garantir le respect du calendrier de mise en exploitation des projets. Cette démarche s'inscrit dans la stratégie nationale de valorisation des ressources minières, de renforcement de l'intégration industrielle et de diversification de l'économie nationale, selon un communiqué du ministère de l'Énergie.

A. N.

ÉNERGIES RENOUVELABLES

L'Algérie possède tous les atouts

Un rapport publié par le magazine international « PV Magazine » rappelle que le système énergétique algérien repose presque entièrement sur le gaz naturel, qui constitue la base de la consommation intérieure et des recettes d'exportation. Le rapport cite l'expert algérien Boukhalfa Yaici, directeur du Cluster Énergie Verte en Algérie, qui a souligné que la transition vers les énergies renouvelables relève davantage de la souveraineté énergétique et d'une logique économique que de considérations environnementales. Il a souligné que chaque mégawattheure produit grâce à l'énergie solaire ou éolienne permet d'économiser une quantité équivalente de gaz qui peut être exportée ou utilisée pour des applications industrielles à valeur ajoutée. Le rapport publié par le magazine international « PV Magazine » se réfère à une table ronde organisée par l'Association de l'industrie solaire du Moyen-Orient (MESIA), qui a conclu que l'Algérie possède toutes les ressources naturelles nécessaires, notamment un fort ensoleillement, de vastes superficies et une situation géographique proche de l'Europe. Le rapport affirme que le succès du marché dépend non seulement de l'efficacité des panneaux solaires ou de l'intérêt des investisseurs, mais aussi d'un cadre réglementaire stable.

Ce cadre doit inclure des procédures d'autorisation claires, la disponibilité des terrains, la facilité de raccordement au

réseau, des processus d'appel d'offres transparents et la promotion des partenariats locaux – autant d'éléments qui déterminent la pérennité des projets tout au long de leur durée de vie opérationnelle de 20 à 30 ans. On sait que la conjoncture favorable aux investissements dans les énergies fossiles n'a pas, pour autant, poussé l'Algérie à délaisser les programmes relatifs aux énergies renouvelables.

Au contraire, le gouvernement a affirmé sa volonté d'aller plus vite dans la voie de la transition énergétique. L'accent est mis sur les nouveaux enjeux liés au développement des énergies renouvelables, à la mobilité électrique et à l'hydrogène. À propos de la mobilité électrique, un programme de déploiement de stations de recharge pour véhicules électriques a permis de réaliser 1.000 points de recharge à travers le territoire national, y compris sur l'autoroute Est-Ouest. Leur mise en service interviendra "dès la finalisation du cadre réglementaire et juridique à l'étude", a fait savoir le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal. Pour rappel, le programme de développement des énergies renouvelables, adopté en février 2011 par le gouvernement, rectifié en mai 2015, puis réajusté en 2020, a pour objectif la production de 15 000 MW en 2035. Il est en cours de réalisation dans sa première phase, consistant en la production de 3.200 mégawatts par 22 centrales

solaires, avec des capacités qui varient entre 80 et 220 mégawatts, dans 14 wilayas, et dont une partie est entrée en service. Un autre programme de production de 3 000 MW supplémentaires est envisagé. Il est prévu d'alimenter en électricité les régions enclavées et éloignées du réseau, notamment dans le Sud du pays, par des dispositifs solaires individuels et des centrales photovoltaïques hors réseau "off-grid". Le ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables a été créé en août 2025 pour concentrer ses efforts sur l'accélération de la diversification des ressources énergétiques. L'objectif visé : un mix énergétique équilibré mobilisant l'ensemble des sources disponibles, notamment par l'augmentation optimale de la part des énergies nouvelles et renouvelables. À l'origine, le développement des énergies nouvelles et renouvelables en Algérie était principalement destiné à la production d'électricité pour les particuliers et les établissements publics (liés, notamment, à l'éducation nationale) ainsi que l'éclairage public, dans le but d'épargner des quantités de gaz à orienter vers l'exportation pour répondre aux besoins du marché européen. Depuis peu, une nouvelle démarche tend à intégrer les énergies renouvelables dans les grands projets à caractère stratégique, notamment dans les régions disposant d'un fort potentiel solaire.

M. R.

DEUXIÈME CONFÉRENCE POLITIQUE SUR LE NEXUS ENTRE LA PAIX, LA SÉCURITÉ ET LE DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE

Les implications de la participation de la RASD

La République sahraouie a participé aux délibérations de la deuxième Conférence politique visant à renforcer le nexus entre la paix, la sécurité et le développement sur le continent africain, qui s'est tenue à Mombasa, au Kenya, les 11 et 12 juillet, 2026.

PAR MOHAMED LIMAM
MOHAMED
ALI SIDI BACHIR (*)



Ph : DR

La conférence, organisée par l'Union africaine en collaboration avec des partenaires internationaux et régionaux, a réuni des décideurs politiques, des institutions financières et des organisations de la société civile afin de renforcer la solidarité intercontinentale. Placée sur le thème : « De l'engagement à l'action : renforcer l'interrelation entre paix, sécurité et développement », cette édition de la conférence a mis l'accent sur la traduction des engagements antérieurs en politiques concrètes et applicables. Cette initiative vise à intégrer les trois piliers – paix, sécurité et développement – afin de remédier aux vulnérabilités régionales, de promouvoir la prospérité économique et de prévenir la récurrence et l'extension des conflits sur le continent. Le Maroc, puissance occupante d'une partie du territoire de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), a échoué dans sa tentative d'atteindre les principaux objectifs qu'il poursuivait à travers cet événement continental, à savoir : exclure la RASD de la participation à cette édition de l'importante Conférence africaine et, par conséquent, monopoliser les procédures de toute future édition de cette Conférence politique, ainsi que priver tout État membre de l'Union africaine (UA) de l'organisation de cet événement. L'intervention de la délégation sahraouie a contribué à dissiper les doutes des participants à l'événement, en soulignant l'impossibilité de séparer l'État sahraoui de l'Afrique ou de l'exclure du cadre institutionnel du continent. Suite à cela, l'Angola a fait part de sa pleine disposition à accueillir la troisième édition de la Conférence politique sur le renforcement du lien entre paix, sécurité et développement en Afrique, prévue en 2028. Cette décision a été confirmée par S.E. M. Bankole Adeoye, Commissaire aux affaires politiques, à la paix et à la sécurité de l'Union africaine. Cette position constitue un précédent important en matière d'organisation tournant de la conférence entre les États membres de UA, contrairement aux objectifs du Maroc, puissance occupante. La présence de la RASD au sein des différents organes de l'UA repose sur son statut de membre fondateur et à part entière de l'organisation continentale, et les tentatives marocaines pour l'entraver ne sauraient compromettre la qualité de sa participation au travail

commun africain.

Antécédents

Première Conférence Politique de l'Union africaine sur la promotion du Nexus entre la Paix, la Sécurité et le Développement. Déclaration de Tanger. Le Maroc a présidé le Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union africaine (CPS de l'UA) en octobre 2022. La présidence est assurée à tour de rôle par les États membres du Conseil, et le Maroc a occupé ce poste pendant ce mois. La première Conférence politique de l'Union africaine (UA) sur la promotion du nexus entre la paix, la sécurité et le développement s'est tenue à Tanger, au Maroc, du 25 au 27 octobre 2022. À cette occasion, la Déclaration de Tanger a été adoptée. Cette déclaration établit une feuille de route globale pour s'attaquer aux causes structurelles des conflits et de l'instabilité en Afrique, en cherchant à articuler consolidation de la paix, développement économique et intégration régionale. La Déclaration de Tanger comprend plusieurs piliers et engagements clés, notamment : la promotion du « Triple Nexus » ; le financement innovant ; et l'autonomisation des populations vulnérables.

« Le soi-disant « Appel de Tanger », qui vise à exclure la République sahraouie de l'Union africaine. Un acte de désespoir »

Un mois seulement après la clôture de la conférence inaugurale de l'Union africaine, qui s'est tenue à Tanger, au Maroc, en octobre 2022, la puissance occupante marocaine a publié l'« Appel de Tanger ». Cette déclaration, signée par d'anciens ministres et fonctionnaires africains qui ont succombé au chantage et à la corruption du Makhzen marocain, visait à exclure la République arabe sahraouie démocratique (RASD) de notre organisation continentale, en violation des principes et préceptes de l'Acte constitutif de l'UA. Ce processus d'exclusion a abouti à la rédaction d'un « Livre blanc » servant de feuille de route. Par la suite, plusieurs réunions ont été organisées au Maroc afin d'assurer le suivi de ce projet, qui détaillait le processus d'exclusion de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), avec le ministère marocain des Affaires étrangères et visait à consolider ces tendances sur le continent. La preuve indé-

niable de cet échec réside dans la participation significative de la RASD à la deuxième Conférence politique visant à renforcer le Nexus entre la paix, la sécurité et développement sur le continent africain, et dans un processus naissant qui va de Mombasa, au Kenya, à Luanda, en Angola. Le Maroc manque d'une vocation panafricaine, sa voracité territoriale constitue une anomalie insoutenable au sein de l'Union africaine et un véritable handicap pour l'intégration continentale, et tout cela n'est pas une exagération. L'affirmation ci-dessus est étayée par des preuves irréfutables que nous détaillerons ci-dessous. La nature expansionniste du Makhzen marocain et sa voracité territoriale : où commence le « Grand Maroc » et où finit-il ? Pour expliquer ce qui précède avec une clarté absolue, il serait utile de remettre les choses dans leur contexte, et rien de mieux que de se référer à ce que les Constitutions du Maroc, depuis son indépendance en 1956, stipulent concernant ses frontières.

« La Constitution marocaine, adoptée en 2011, à l'instar des précédentes, ne décrit pas précisément les frontières géographiques ni ne mentionne les noms des pays voisins. Elle emploie plutôt une formule abstraite, privilégiant la souveraineté et l'intégrité du territoire national »

En pratique, en ne définissant pas physiquement le début et la fin de ces « frontières authentiques », l'État marocain se réserve le droit d'interpréter sa souveraineté. Cette formulation a historiquement servi de fondement à la revendication d'un « Grand Maroc », inspirée des postulats sionistes du « Grand Israël ». Le Maroc a revendiqué, et continue de revendiquer, tout le territoire situé entre Tanger, au nord du pays, et le fleuve Sénégal, y compris Ceuta, Melilla et les îles adjacentes, les îles Canaries, toute la partie sud-ouest du territoire algérien (Béchar, Tindouf, etc.), la totalité de la Mauritanie et une partie du Mali. « La paix n'est pas simplement l'absence de conflit, mais le fondement sur lequel se construisent le développement soutenable et une prospérité durable ». Cette citation reflète succinctement la philosophie centrale de l'« Objectif de développement soutenable n° 16 » (ODS 16) des Nations Unies (Paix, justice et institutions solides), qui

souligne que le développement ne peut prospérer sans une paix durable, faisant de cette dernière l'un de ses trois piliers principaux. La paix est l'une des valeurs fondamentales et universelles qui régissent la coexistence humaine. Pour avoir un sens, elle ne doit pas être comprise uniquement comme l'absence de guerres ou de conflits, mais plutôt comme un ensemble fondamentalement fondé sur le respect, la justice, l'égalité, la solidarité internationale et l'empathie. À l'heure actuelle, le Maroc n'est pas le paradigme du pacifisme, compte tenu d'une lettre de course pour contourner la légalité internationale, et serait donc le moins bien placé pour prêcher la paix entre les pays africains. Prêcher la paix implique de promouvoir le respect de la souveraineté, le dialogue, la justice sociale, la solidarité internationale, l'empathie et les solutions africaines aux problèmes africains ; or, comme on dit, l'incohérence est contagieuse, et la puissance occupante dans certaines parties de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) peut se proclamer sans vergogne garante de la paix. Les pays du Maghreb doivent comprendre que la paix durable au Sahara occidental n'est pas seulement une priorité régionale, ce qu'elle est, mais aussi une responsabilité continentale.

Assumer cette responsabilité exigera de corriger l'anomalie que représente l'adhésion du Maroc à l'Union africaine, qui contrevient à la Charte de cette dernière. Au vu de ce qui précède, il convient de rappeler que l'Union africaine a progressé en matière de reconnaissance historique, en adoptant des résolutions qui qualifient le colonialisme et la traite négrière de crimes contre l'humanité et de génocide. La demande de réparations vise à régler cette dette historique en s'attaquant aux inégalités raciales et économiques qui persistent.

Campagnes de diffamation et diplomatie transactionnelle marocaines visant à délégitimer la juste cause du peuple sahraoui

La narratif de l'occupant marocain utilisée pour diffamer le Front Polisario et la RASD se concentre sur la délégitimation de leur lutte pour l'autodétermination et l'indépendance. Cette stratégie de communication et diplomatique repose sur

plusieurs piliers clés de désinformation : « liens avec le terrorisme et les puissances étrangères », « accusations de séparatisme », « le plan d'autonomie comme seule voie, remettant en question la représentativité du Front Polisario »... etc. Cela s'inscrit dans le cadre de la campagne menée par l'État occupant marocain en Europe et sous d'autres latitudes, utilisant la désinformation comme principal outil pour détourner l'attention des violations bien documentées perpétrées par les forces de sécurité marocaines contre la population sahraouie dans les territoires du Sahara occidental sous occupation illégale marocaine. Comprendre les intentions sounoises des architectes de cette diplomatie transactionnelle, célèbre pour ses interprétations sélectives des résolutions de l'ONU et pour ses succès très contestables — obtenus par le chantage et la corruption — ne demande pas beaucoup d'efforts. La communauté internationale, appuyée par les résolutions de l'ONU et les arrêts de la Cour internationale de Justice, considère le Sahara occidental comme un territoire non autonome en attente de décolonisation. La Cour africaine des droits de l'homme et des peuples, dans son arrêt n° 028/2018, a souligné que l'occupation continue de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) par le Maroc est incompatible avec le droit à l'autodétermination du peuple de la RASD et constitue une violation flagrante de ce droit. Il est donc incorrect, tant sur le plan factuel que juridique, et politiquement immoral et inacceptable, que le Maroc et ses relais médiatiques qualifient le Front Polisario de « groupe terroriste armé », alors que les deux parties siègent à la table des négociations dans le cadre du Plan de règlement des Nations unies qu'elles ont toutes deux signé. En conclusion, malgré tous les efforts déployés par la puissance occupante pour acheter de l'influence et recourir à des écrivains mercenaires afin d'influencer les positions de certains gouvernements et personnalités influentes, par le biais de sa diplomatie transactionnelle et de ses soutiens, dans le but de délégitimer la lutte du peuple sahraoui pour exercer son droit légitime à l'autodéfense et à l'indépendance, des faits fondamentaux et indéniables demeurent : le statut juridique du Sahara occidental est celui d'un territoire non autonome, et son processus de décolonisation reste inachevé.

Le Maroc n'est rien de plus que la puissance occupante de certaines parties du territoire de la RASD, quels que soient ses efforts pour dissimuler cette réalité par la realpolitik. Enfin, la présence de la RASD dans les différents organes de l'Union africaine (UA) repose sur son statut de membre fondateur et à part entière de l'organisation continentale, et les tentatives marocaines pour l'entraver ne sauraient compromettre la qualité de sa participation au travail africain commun.

*** Ambassadeur de la RASD auprès de la République du Kenya**

AVEC PLUS DE 500 MILITANTS À BORD

La « Caravane pour la Palestine » met les voiles

Une initiative civile internationale baptisée «Caravane pour la Palestine» se prépare à lancer une vaste mobilisation terrestre en direction des territoires palestiniens.

Plus de 500 militants, défenseurs des droits humains et parlementaires, représentant une trentaine de pays, prendront part à cette action de solidarité. Cette initiative s'inscrit dans une campagne internationale visant à soutenir le peuple palestinien en Cisjordanie occupée et à réclamer la fin de la guerre ainsi que du blocus imposé aux territoires palestiniens. Une partie de la caravane doit s'élancer de la ville de Srebrenica, en Bosnie-Herzégovine, avec 17 autobus, plusieurs dizaines de véhicules et des ambulances. Le convoi parcourra, pendant près de 20 jours, plusieurs pays des Balkans, avant de traverser la Turquie, l'Irak et la Jordanie pour atteindre la Cisjordanie occupée. Cette initiative s'inscrit dans le prolongement de la mobilisation populaire internationale connue sous le nom de « Marche mondiale vers Ghaza ». Le coordinateur de la délégation turque, Hussein Durmaz, a indi-



Ph : DR

qué que cette caravane vise à attirer l'attention de la communauté internationale sur le génocide en cours à Ghaza, tout en rappelant que les crimes contre l'humanité ne doivent jamais être oubliés. Il a précisé que plus de 500 participants tenteront de rejoindre la Palestine via la Turquie, l'Irak et la Jordanie. Les organisateurs ont choisi Srebrenica comme point de départ en raison de sa forte portée symbolique.

La ville a été le théâtre, en 1995, de l'un des pires massacres commis en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. Selon les initiateurs de la caravane, ce

choix vise à établir un parallèle entre les tragédies du passé et les crimes commis aujourd'hui contre les Palestiniens, afin de sensibiliser davantage l'opinion publique internationale. Les participants porteront plusieurs revendications majeures, notamment un cessez-le-feu immédiat, la levée du blocus imposé à la Cisjordanie occupée, la poursuite des responsables des violations devant les juridictions internationales, ainsi que la fin de l'occupation et de la colonisation en Cisjordanie occupée et à ElQods occupée. Tout au long de leur itinéraire, les membres de la carava-

ne prévoient d'organiser des rencontres et des activités de sensibilisation dans les différents pays traversés afin de renforcer le soutien international à la cause palestinienne. Les organisateurs affirment que leur objectif principal est de maintenir la question palestinienne au premier rang des priorités de la communauté internationale et de consolider la solidarité populaire mondiale avec le peuple palestinien face à la poursuite de la guerre et à la dégradation de la situation humanitaire.

M. Seghilani

PRISONNIERS POLITIQUES SAHRAOUI

Dublin renouvelle ses préoccupations et appelle au respect des droits humains

Le gouvernement irlandais a renouvelé son inquiétude quant à la situation des prisonniers politiques sahraouis détenus dans les prisons de l'occupation marocaines, tout en réaffirmant son soutien constant au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, conformément au droit international et aux résolutions pertinentes des Nations unies. Cette position a été exprimée dans une réponse écrite de la ministre irlandaise des Affaires étrangères et du Commerce, Helen McEntee, à deux questions parlementaires soumises par les députés Paul Murphy et Donnchadh Ó Laoghaire au sujet des conditions de détention des prisonniers politiques sahraouis, notamment du détenu civil sahraoui Naâma Asfari, membre du groupe de Gdeim Izik. Dans sa réponse, le gouvernement irlandais souligne que la promotion et la protection des droits de l'homme constituent un pilier fondamental de sa politique étrangère. Il appelle l'ensemble des États à respecter les droits des prisonniers et des personnes détenues, conformément aux Règles minima des Nations unies pour le traitement des détenus (Règles Nelson Mandela). Dublin a également réitéré sa condamnation ferme de la torture et de toutes les formes de mauvais traitements,

exhortant les États à prévenir ces pratiques et à lutter efficacement contre leur persistance.

RAPPEL DES PRÉOCCUPATIONS DEVANT L'ONU

Le gouvernement irlandais a rappelé les recommandations qu'il avait adressées au Maroc lors de l'Examen périodique universel (EPU) du Conseil des droits de l'homme des Nations unies en 2022. À cette occasion, l'Irlande avait exprimé sa préoccupation face à la poursuite des atteintes visant les défenseurs des droits humains et les journalistes en raison de leurs activités, dénonçant les actes d'intimidation, de harcèlement, de criminalisation et d'agression, y compris au Sahara occidental et en lien avec ce territoire.

Dublin avait alors demandé aux autorités marocaines de prendre toutes les mesures nécessaires afin de garantir le respect des droits humains pour l'ensemble des habitants du territoire.

L'Irlande a également fait référence aux conclusions du Comité des Nations unies contre la torture, selon lesquelles le Maroc a violé les droits de détenus sahraouis liés au groupe de Gdeim Izik. Le gouvernement considère que ces conclusions constituent

une référence importante pour évaluer la situation des droits humains des prisonniers sahraouis.

SOUTIEN RENOUELÉ À L'AUTODÉTERMINATION

Enfin, le gouvernement irlandais a réaffirmé que sa position sur la question du Sahara occidental demeure fondée sur le soutien à une solution politique juste et durable permettant au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination.

Il a ajouté que son engagement sur ce dossier se poursuivra dans le cadre du soutien aux efforts des Nations unies, en tenant compte du rôle joué par l'Envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental, Staffan de Mistura.

Dublin insiste sur le fait que toute solution doit être conforme aux principes et aux objectifs de la Charte des Nations unies, en particulier au droit inaliénable des peuples à disposer d'eux-mêmes. Le gouvernement irlandais a enfin assuré qu'il continuerait de suivre de près l'ensemble des développements liés à cette question, aussi bien dans le cadre de l'Union européenne que des Nations unies.

M.S.

DEPUIS OCTOBRE 2023

Plus de 24 600 Palestiniens arrêtés en Cisjordanie

Le Club des prisonniers palestiniens a révélé, hier, que les forces de l'occupant sioniste ont arrêté plus de 24 600 Palestiniens en Cisjordanie occupée, y compris à ElQods, depuis le début de la guerre de génocide contre Ghaza, en octobre 2023. L'organisation souligne que la politique d'arrestations a connu une escalade sans précédent durant cette période. Dans un communiqué, le Club affirme que les autorités de l'occupation ont fait de l'arrestation l'un des principaux instruments de représailles collectives et

de punition à l'encontre des Palestiniens. Ces campagnes visent l'ensemble des composantes de la société palestinienne dans le cadre d'une stratégie destinée à affaiblir sa capacité de résistance. L'organisation précise que ce bilan ne concerne que les arrestations effectuées en Cisjordanie occupée, sans inclure les milliers de Palestiniens arrêtés dans la bande de Ghaza, dont le nombre exact demeure difficile à établir en raison des disparitions forcées, des obstacles au recensement et des conditions de détention imposées par les autori-

tés de l'occupation. Le communiqué indique également que les campagnes d'arrestation ont touché toutes les catégories de la population. Depuis le début de l'offensive, plus de 785 femmes ont été arrêtées, tandis que plus de 1 900 enfants ont été interpellés en Cisjordanie. Le Club dénonce une politique systématique visant les catégories les plus vulnérables, en violation du droit international humanitaire et des conventions protégeant les civils. Selon l'organisation, ces chiffres illustrent une profonde évolution de la politique

de détention, qui ne constitue plus une simple mesure sécuritaire, mais s'inscrit désormais dans un système global de répression, fondé sur l'intimidation, la soumission et les représailles collectives. Cette politique s'accompagne de graves violations dans les prisons, les centres d'interrogatoire et les camps de détention, documentées par des centaines de témoignages recueillis par les organisations spécialisées. Le Club des prisonniers palestiniens indique par ailleurs qu'environ 9 400 prisonniers palestiniens sont actuellement détenus

dans plus de 23 prisons, centres d'interrogatoire et de détention de l'occupation, parmi lesquels 95 femmes et près de 380 mineurs. Enfin, l'organisation alerte sur la dégradation sans précédent des conditions de détention, marquées par l'intensification des pratiques de torture, de privation alimentaire et de négligence médicale délibérée. Selon le communiqué, près de 100 prisonniers palestiniens sont morts en détention depuis octobre 2023 à la suite de ces sévices.

M.S.

PÉKIN L'A AFFIRMÉ À L'ONU :

« La question palestinienne ne doit être ni ignorée ni marginalisée »

La Chine a réitéré son appel à une solution juste et durable à la question palestinienne, estimant qu'elle demeure au cœur des tensions au Moyen-Orient et qu'elle ne peut être reléguée au second plan. Pékin a également exhorté à la mise en œuvre intégrale du cessez-le-feu à Ghaza, à la levée des restrictions sur l'aide humanitaire et à l'arrêt de la colonisation en Cisjordanie occupée. S'exprimant mardi lors d'un débat public du Conseil de sécurité des Nations unies consacré à la situation au Moyen-Orient, le chargé d'Affaires de la Mission permanente de la Chine auprès de l'ONU, Sun Lei, a souligné que « la question palestinienne reste au cœur du problème du Moyen-Orient et ne doit être ni ignorée ni marginalisée ». Selon lui, seule « une solution globale, juste et durable » à cette question permettra de mettre un terme au cycle des conflits récurrents qui secouent la région. Le diplomate chinois a relevé que, plus de neuf mois après l'annonce du cessez-le-feu à Ghaza, plus de deux millions de Palestiniens demeurent confrontés aux risques de mort et de déplacement. Il a ainsi appelé l'entité sioniste et l'ensemble des parties concernées à appliquer pleinement l'accord de cessez-le-feu dans l'enclave palestinienne. Sun Lei a également insisté sur le respect du droit international humanitaire, exhortant l'occupation sioniste à lever les restrictions imposées à l'acheminement de l'aide humanitaire vers Ghaza et à permettre aux organisations humanitaires, notamment l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA), de poursuivre leurs opérations de secours sans entrave. Concernant la situation en Cisjordanie occupée, le représentant chinois a dénoncé les violences perpétrées par les colons, qui ont causé de nombreuses victimes civiles et entraîné la destruction de nombreuses habitations. Il a également déploré la poursuite de l'expansion des colonies, estimant qu'elle constitue une atteinte au territoire palestinien. À cet égard, Pékin a appelé l'entité sioniste à mettre immédiatement fin à toutes les activités de colonisation, à prendre des mesures concrètes pour enrayer les violences et à traduire en justice les auteurs des attaques commises contre les Palestiniens. En conclusion, Sun Lei a exhorté la communauté internationale à demeurer résolument attachée à la solution à deux États, tout en redoublant d'efforts pour favoriser sa mise en œuvre par des mesures « irréversibles ». Il a également mis en garde contre toute tentative visant à modifier le territoire ou la composition démographique de la Palestine, soulignant que de telles initiatives compromettraient davantage les perspectives de paix dans la région.

M.S.

SIDI BEL-ABBÈS. RATIONALISATION DE L'ÉNERGIE

Les imams au cœur d'une campagne de sensibilisation

Afin de lutter contre le gaspillage énergétique, le Centre culturel islamique de Sidi Bel-Abbès a accueilli mardi une journée de sensibilisation et des portes ouvertes.

Cette initiative conjointe de la Direction de distribution de l'électricité et du gaz et de la Direction des affaires religieuses vise à promouvoir des comportements écoresponsables, en s'appuyant notamment sur le relais fondamental des mosquées.

UNE MOBILISATION PAR LA VOIE RELIGIEUSE

La cérémonie d'ouverture de cette journée s'est déroulée sous la présidence de Si Ettayeb Lahbib, directeur des affaires religieuses et des wakfs de la wilaya, en présence des cadres de la Direction de distribution de l'électricité et du gaz. Cette rencontre a été marquée par la participation de plusieurs imams représentant les différentes mosquées de la région. Ces acteurs de la société civile ont été solennellement invités à contribuer à cet effort national : leur rôle sera d'éveiller la conscience des citoyens sur l'importance de la maîtrise énergétique à travers leurs prêches et leurs enseignements religieux.

ANCREDER UNE CULTURE DE L'ÉCORESPONSABILITÉ AU QUOTIDIEN

Cette manifestation s'inscrit dans la continuité de la campagne nationale de



PH: DR

rationalisation de la consommation d'énergie. Comme l'a souligné Fouzia Saboundji, chargée de communication de la Direction de distribution, l'objectif principal est de bâtir une véritable culture de la consommation responsable. Il s'agit de faire comprendre aux citoyens l'urgence de préserver les ressources énergétiques nationales en adoptant de nouveaux réflexes écoresponsables.

DES SOLUTIONS CONCRÈTES FACE AUX PICS DE CONSOMMATION

L'événement permet ainsi de propager des messages cruciaux à un large public et de stimuler un esprit citoyen engagé contre toute forme de gaspillage.

Conçue comme un carrefour d'infor-

mation et d'échange, cette journée a offert aux visiteurs des exposés techniques et pédagogiques pertinents. Les intervenants ont particulièrement insisté sur la nécessité de modérer l'usage de l'énergie durant les périodes critiques de forte demande, souvent génératrices de pics de consommation électrique importants.

Pour joindre l'acte à la parole, ces portes ouvertes ont été accompagnées par la distribution de divers supports d'information. À l'aide de ces dépliants, les citoyens repartent avec des recommandations tangibles et des conseils pratiques pour optimiser l'utilisation de leurs appareils électroménagers et freiner la déperdition d'énergie à domicile.

OUARGLA. UNIVERSITÉ KASDI MERBAH

Journée d'information sur le défi national ProtoMarket2-2026

Une journée d'information sur la seconde édition du défi national de soutien de la transformation des prototypes en produits commercialisables "ProtoMarket-2026" a été organisée par l'incubateur des affaires de l'université Kasdi Merbah (UKMO) de Ouargla, a-t-on appris mardi des responsables de cette institution de l'enseignement supérieur. Ciblants notamment les étudiants, chercheurs et porteurs de projets innovants, cette initiative vise à vulgariser les objectifs de ce défi national, les condi-

tions de participation et d'inscription aux programmes et mécanismes de financement et d'accompagnement pour le développement des prototypes de projets et leur transformation en produits commercialisables.

Cette journée a permis de mettre en avant l'importance de développement de prototypes des projets économiques clairs, la mise de l'innovation universitaire au diapason des exigences du marché dans l'optique de transformer les débouchés de la recherche scientifique en valeur écono-

mique et en projets développables. Lancé par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (MESRS), le programme de cette seconde édition du défi national ProtoMarket2-2026, s'assigne, entre-autres objectifs, l'appui de l'innovation universitaire, l'accompagnement des étudiants et promus dans la mise en valeur des prototypes de recherches en ceux concrets et commercialisables, à même de permettre l'émergence des start-up à valeur économique. L'on relève dans ce sillage que l'incubateur des

affaires à l'UKMO s'emploie à soutenir et accompagner les étudiants, les chercheurs et porteurs de projets innovants durant toutes les phases de développement de leurs projets.

Cette journée d'information a été organisée sous la supervision du recteur de l'UKMO, le Pr. Mohamed Tahar-Hallilet, avec la participation des cadres de l'incubateur des affaires, des centres de développement de l'entrepreneuriat (CDE) et d'appui à la technologie et à l'innovation (CATI).

TÉBESSA. CCLS

Plus de 500.000 quintaux de céréales collectés

Une quantité de plus 500.000 quintaux de céréales, a été collectée pour être stockée dans les entrepôts de la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) de la wilaya de Tébéssa au titre de l'actuelle campagne de moisson battage (2025-2026), a indiqué mardi le directeur de cette coopérative. Dans une déclaration à l'APS, M. Djebbar Terigue a précisé que l'opération de collecte de blé et d'orge, lancée en avril passé, se déroule encore dans de bonnes conditions et se poursuivra jusqu'à la fin du mois d'août prochain, relevant la large adhésion des agriculteurs à l'opération. Les services de la coopérative ont mobilisé tous les moyens matériels et humains et ont assuré toutes les facilités aux agriculteurs pour remettre leurs récoltes au niveau des 12 points réservés à cela à travers les communes pour une capacité globale de stockage de 1,027 millions de quintaux en plus des trois centres de proximité entrés en exploitation dernièrement avec une capacité de 150.000 quintaux, a ajouté le même responsable. Le même responsable a invité les producteurs à se rapprocher des points de stockage de la coopérative pour remettre leurs récoltes et bénéficier des avantages offerts lors de la prochaine saison agricole. Le directeur de la CCLS a souligné que les préparatifs de la prochaine campagne de labours semences ont été lancés avec l'installation du guichet unique du crédit R'fig, au siège de la Coopérative au chef-lieu de wilaya en coordination avec les secteurs concernés, pour recevoir les dossiers des producteurs souhaitant obtenir des semences et des fertilisants.

SKIKDA. ÉDUCATION

Réception de plusieurs établissements scolaires dès la prochaine rentrée

Plusieurs établissements scolaires devront être réceptionnés dans nombre de communes de la wilaya de Skikda au titre de la prochaine rentrée (2026-2027), a-t-on appris mardi auprès du directeur de l'éducation, Belkacem El Aïfa. Dans une déclaration à l'APS, le même responsable a précisé qu'il s'agit de quatre collèges d'enseignement moyen (CEM) dont trois nouveaux dans les communes de Benazouz (localité Ezzaouia), d'Azzaba (localité Gribissia) et d'El Hadaïk et un de remplacement à El Harrouch en plus de deux lycées au pôle urbain Mes-siouen au chef-lieu de wilaya et dans la commune de Sidi Mezghiche. Le même source a fait état de préparatifs pour le lancement de la réalisation d'établissements de remplacement des CEM Boudekha-Mohamed de la commune de Skikda, Mebarki-Tahar de la commune de l'Ouldja Boulbalout et 1er novembre d'El Harrouch, du lycée Abderrahmane-El-Kaouakibi d'El Harrouch et du lycée Mossaab Benomair d'Oum Toub. Il est également prévu le lancement des travaux d'entretien au lycée Khetab-Brahim d'Ain Cherchar, selon la même source qui a indiqué le projet a été confié à une entreprise de réalisation en attendant le lancement "prochain" des travaux, tandis que la direction des équipements publics a pris en charge l'entretien du CEM Leghrib-Ali de Zerdaza.

COLLECTIVITÉS

Plusieurs opérations de développement en concrétisation

Une série d'opérations de développement, multisectorielles, sont en cours de réalisation dans la wilaya de Ouargla susceptibles de promouvoir les conditions de vie de la population locale et d'impulser la dynamique de développement local, ont indiqué lundi les services de la wilaya. L'on relève, dans ce cadre, la concrétisation en cours d'une piscine de proximité au quartier El-Bour, commune de N'goussa, à être accompagnée par le lancement, dans les prochains délais, d'un projet d'un stade de proximité de football dans la région d'El-Khobna, dans la même commune. Ces opérations de développement sont également confortées par le chantier d'une piscine au quartier de Saïd-Otba, commune de Ouargla, accompagnée de la réalisation des

divers réseaux, électricité, eau potable et assainissement, ainsi que l'aménagement extérieur, actuellement à un taux d'avancement d'environ 80%.

Ces efforts tendant à répondre aux attentes de la population locale et la promotion de son cadre de vie sont également menés au niveau de la commune de Rouissat, où une piscine de proximité est en cours de concrétisation dans la localité d'El-Hedeb, et d'une autre au quartier Salem, à plus de 75% d'avancement, équipée en moyens et réseau divers, en sus d'une aire de jeux revêtue en tartan. La réalisation en cours d'un réseau d'assainissement au quartier Lechwal, fait partie des opérations de développement retenues pour cette collectivité, Rouissat, dans le but de contribuer à la promotion du cadre

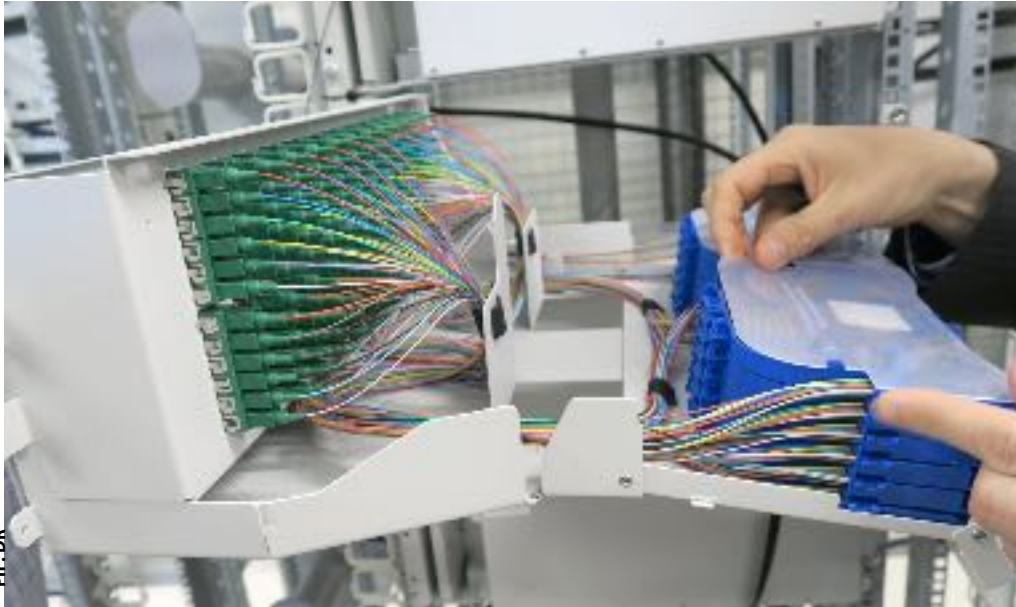
de vie des citoyens et booster le développement local. S'agissant de la promotion des prestations du secteur de la santé, l'on relève la poursuite des travaux de modernisation et réhabilitation de l'établissement public hospitalier EPH-Mohamed Boudiaf, chef lieu de la wilaya de Ouargla, dans le respect des normes de qualité et des délais de réalisation par souci d'assurer une meilleure prise en charge médicale des patients.

Ces opérations de développement et d'embellissement urbain ont profité à d'autres quartiers et cités, dont le quartier Moudjahid Seddiki Mohamed-Larbi, à Béni-Thour, Ouargla, qui s'est vu accorder une opération d'aménagement urbain d'envergure et de réalisation de routes à lancer prochainement.

BATNA. DÉVELOPPEMENT NUMÉRIQUE

Extension massive des réseaux 4G et fibre optique en 2026

La wilaya de Batna accélère sa transition numérique. Depuis le début de l'année 2026, la mise en service de nouvelles infrastructures de télécommunications, incluant le renforcement de la 4G et la généralisation de la fibre optique, vient désenclaver les zones reculées et moderniser la connectivité de dizaines de milliers de foyers.



Ph: DR

La direction locale de la poste et des télécommunications, par la voix de son directeur M. Abdeslam Attia, a souligné une avancée majeure pour la wilaya avec l'activation de 11 nouvelles stations de base 4G depuis le début de l'année. Cette initiative permet d'ores et déjà à plus de 8 500 habitants de bénéficier d'une meilleure couverture internet. Ces infrastructures ont été stratégiquement réparties sur plusieurs communes, notamment Gosbat, Merouana, Chemora, N'gaous, Ain Yagout (dans la localité de Dhraa Boultif), Ras Layoune, Ksar Belezma, El Hassi, Larbaa, Timgad et Bitam.

L'effort se poursuivra avec la mise en service de deux stations supplémentaires avant la fin de l'année à Timgad et Bitam, ciblant plus de 1 300 nouveaux clients. Ces déploiements, qui porteront le parc total de la wilaya à 115 stations 4G, visent prioritairement à intégrer les zones isolées, à augmenter les débits et à accompagner la transformation numérique de la région.

Parallèlement au réseau mobile, l'infrastructure filaire connaît une modernisation

en profondeur. Pour cette seule année 2026, la wilaya de Batna a bénéficié de 53 projets visant à remplacer les anciens câbles en cuivre par la technologie de la fibre optique.

Sur un objectif ambitieux de 89 328 accès prévus dans l'ensemble des communes, les chantiers ont déjà permis la mise en service de 52 936 accès, le reliquat devant être opérationnel d'ici la fin du

mois de décembre. Le désenclavement numérique touche également les nouvelles extensions urbaines et les localités jusqu'alors dépourvues de connexion. Cinquante-cinq opérations distinctes ont été lancées dans ce sens, prévoyant 11 672 accès en fibre optique, dont 9 440 sont déjà concrétisés.

Selon la direction du secteur, la priorité actuelle est d'assurer une couverture

intégrale du chef-lieu de la wilaya par cette technologie de pointe, avant de l'étendre progressivement au reste des communes.

Aujourd'hui, grâce à la conjugaison de ces différents investissements, le nombre total d'abonnés aux réseaux de téléphonie fixe, toutes technologies confondues, dépasse la barre des 223 000 clients à travers le territoire de la wilaya.

AFFAIRES RELIGIEUSES

L'enseignement coranique attire près de 78.000 inscrits

L'enseignement du saint Coran dans la wilaya de Batna a attiré depuis le début de l'été près de 78.000 inscrits de divers âges, a-t-on appris mardi auprès de la direction des affaires religieuses et des wakfs. Dans une déclaration à l'APS, le chef du service de la culture islamique, de l'information et de la documentation de la même direction, Nadhir Saâda, a précisé que ces inscrits se répartissent sur 25 écoles coraniques pilotes, classes d'enseignement coranique et khatib ouverts dans les 667 mosquées de la wilaya. Un grand engouement des enfants mais aussi des adultes a été constaté cette année pour l'école coranique d'été, selon la même source qui a souligné que les classes ouvertes à cet effet sont encadrées par 1.500 enseignants dont des fonctionnaires du secteur et des bénévoles. Selon M. Saâda, ces classes assurent l'enseignement et la mémorisation du Saint Coran ainsi que l'enseignement des règles de psalmodie (Tajwid) et des sciences de la charia à des adultes qui souhaitent s'y initier sous l'encadrement d'enseignants spécialisés compétents. Selon la même source, l'encadrement des écoles coraniques est conditionné par l'obtention d'une autorisation accordée sur la base de conditions liées à la compétence scientifique, alors que les encadreurs des classes coraniques et khatib sont agréés par une commission d'habilitation au niveau de la direction des affaires religieuses et des wakfs qui vérifie la compétence du candidat.

TIARET. UNIVERSITÉ IBN-KHALDOUN

Deux nouvelles infrastructures pédagogiques mises en service à la rentrée

L'Université Ibn-Khaldoun de Tiaret sera renforcée, à l'occasion de la rentrée universitaire 2026-2027, par deux nouvelles infrastructures pédagogiques offrant une capacité globale de 3 200 places, a annoncé mardi le recteur de l'université, Berrazoug Beigoumene. Le premier projet porte sur l'ancien bâtiment de l'Institut national d'agriculture, qui a bénéficié d'une réhabilitation complète après plusieurs années de fermeture. Cette infrastructure, d'une capacité de 1 600 places pédagogiques, sera affectée en annexe à la Faculté des sciences médicales, actuellement installée dans une partie des locaux de la Faculté des sciences vétérinaires au pôle universitaire de Kermane. La seconde infrastructure, également d'une capacité de 1 600 places pédagogiques, a elle aussi fait l'objet d'une rénovation intégrale après être restée inutilisée pendant plusieurs années, à la suite du transfert de l'institut

qui l'occupait vers son nouveau siège au pôle universitaire de Kermane. L'affectation définitive de ce bâtiment à une faculté demeure en cours d'étude, a précisé la même source.

Par ailleurs, les travaux de réalisation de trois autres projets universitaires enregistrent un taux d'avancement dépassant les 65 %. Ces projets concernent la construction d'une infrastructure pédagogique de 1 000 places ainsi que d'une résidence universitaire de 500 lits au niveau de l'annexe universitaire de Ksar-Chellala relevant de l'Université Ibn-Khaldoun.

Une clinique vétérinaire est également en cours de réalisation au pôle universitaire de Kermane. Cette structure comprendra notamment des salles de chirurgie, de consultation et d'hospitalisation, des espaces dédiés à la traite, à l'insémination artificielle, à l'isolement sanitaire et à la nécropsie, ainsi qu'un

laboratoire d'analyses vétérinaires, une piste de dressage de chevaux et d'autres équipements spécialisés. Cette clinique permettra d'accueillir des animaux domestiques, notamment des ovins, des bovins et des chevaux, destinés à la formation pratique des étudiants et au développement de la recherche scientifique dans le domaine vétérinaire.

Dans le cadre du renforcement du réseau d'infrastructures universitaires, des études techniques ont également été lancées récemment pour la réalisation d'une Faculté des sciences médicales d'une capacité de 2 000 places pédagogiques, à proximité du pôle de santé du quartier Es-Sania, à la sortie sud du chef-lieu de wilaya. Le recteur a, par ailleurs, indiqué qu'un projet de construction d'une Faculté de génie mécanique d'une capacité de 1 000 places pédagogiques est également prévu.

MILA. POUR RENFORCER L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE À AHMED RACHEDI Lancement de la réalisation d'un château d'eau de 2.000 m³

Les travaux de réalisation d'un château d'eau d'une capacité de 2.000 m³ ont été lancés dans la commune d'Ahmed Rachedi (wilaya de Mila), pour renforcer l'alimentation en eau potable des habitants de cette collectivité locale, a-t-on appris mardi auprès de la direction de l'hydraulique. Dans une déclaration à l'APS, le chef du service d'approvisionnement en eau potable de cette direction, Fateh Lakehal, a précisé que les travaux de réalisation de cet ouvrage ont été lancés à la mi-juin avec des délais contractuels de réalisation fixés à 14 mois pour l'entreprise de réalisation. Une enveloppe financière de 70 millions DA a été allouée à la réalisation de ce château d'eau et son raccordement au système d'approvisionnement en eau potable depuis le barrage de Béni Haroun, situé dans la même wilaya, a-t-on précisé. L'objectif de ce projet retenu pour le secteur hydraulique au titre de l'exercice 2026 est de renforcer l'alimentation en eau potable du centre de la commune d'Ahmed Rachedi et de certaines mechtas et agglomérations secondaires en dépendant, selon la même source. Dès la mise en exploitation de cet ouvrage, les capacités de stockage augmenteront et le service public d'approvisionnement en eau s'améliorera dans cette commune, a-t-on indiqué.

NAÂMA. RENTRÉE SCOLAIRE

Réception prévue de 12 nouveaux établissements éducatifs

Douze nouveaux établissements scolaires devront être réceptionnés dans la wilaya de Naâma en prévision de la rentrée scolaire 2026-2027, ont indiqué mardi les services de la wilaya. Selon la même source, ces infrastructures, dont les chantiers font l'objet de visites de terrain régulières des autorités locales afin d'assurer leur mise en service dans les délais, comprennent sept écoles primaires, quatre collèges d'enseignement moyen (CEM) et un lycée. Elles sont réparties à travers plusieurs quartiers et nouveaux pôles urbains de différentes communes de la wilaya. Ces nouvelles réalisations s'ajouteront à 16 salles de classe d'extension et à deux cantines scolaires. Le programme prévoit également l'achèvement des travaux de maintenance et de réhabilitation de plusieurs établissements, ainsi que la généralisation des cours revêtus de gazon synthétique et des terrains de sport afin de favoriser la pratique de l'éducation physique et sportive dans les trois cycles d'enseignement, précise la même source. Dans ce cadre, le secrétaire général chargé de la gestion des affaires de la wilaya, Messaoud Boulaâras, a insisté, lors des réunions périodiques consacrées au suivi des préparatifs de la prochaine rentrée scolaire, sur la nécessité d'achever "dans les plus brefs délais" l'ensemble des dispositions requises pour garantir une rentrée scolaire réussie dans toutes les communes de la wilaya. Il a notamment mis l'accent sur la généralisation des moyens de chauffage, le renforcement du parc de transport scolaire, le raccordement des établissements au réseau de fibre optique, ainsi que leur dotation en tableaux numériques et en manuels scolaires numériques. La wilaya de Naâma devrait accueillir, au titre de l'année scolaire 2026-2027, près de 87.000 élèves répartis sur les trois cycles d'enseignement. Ils seront scolarisés dans 200 écoles primaires, 67 collèges d'enseignement moyen (CEM) et 30 lycées, selon la même source.

SON AVOCAT A TRANSMIS UN COURRIER À LA FAF

Petkovic prolonge le suspense...

La Fédération algérienne de football (FAF), présidée par Walid Sadi, traverse une période particulièrement délicate.

A lors que plusieurs dossiers sensibles alimentent les débats autour de l'instance fédérale, un autre sujet continue de retenir l'attention : celui de la composition du staff technique de la sélection nationale et, plus précisément, de la désignation des adjoints algériens qui accompagneront Vladimir Petkovic.

Ces derniers jours, les spéculations se sont multipliées quant à une éventuelle décision imminente du sélectionneur national. Pourtant, il n'en est rien. Selon les dernières informations, l'avocat de Vladimir Petkovic a officiellement pris contact avec la Fédération algérienne de football afin de clarifier la situation et de mettre un terme aux nombreuses rumeurs.

Dans son message adressé à la FAF, le représentant juridique du technicien bosnien a précisé que ce dernier se trouve actuellement en vacances, loin de l'agitation qui entoure ce dossier. Une période de repos que le sélectionneur entend respecter avant de reprendre pleinement ses fonctions et de se pencher sur les décisions importantes qui l'attendent. Le courrier précise également qu'aucune réponse ne sera donnée dans la précipi-

tation. Vladimir Petkovic souhaite prendre le temps nécessaire pour analyser tous les paramètres avant de trancher. À son retour, il prévoit de consulter ses proches collaborateurs ainsi que ses conseillers afin d'évaluer les différentes options qui s'offrent à lui concernant le choix de ses adjoints algériens.

Cette position témoigne de la volonté du sélectionneur de ne pas agir sous la pression, malgré l'impatience qui grandit autour de l'équipe nationale. Conscient des attentes placées en lui depuis sa nomination, Petkovic entend privilégier une réflexion approfondie afin de constituer un staff cohérent et capable de répondre aux ambitions des Verts dans les prochaines échéances internationales.

Du côté de la FAF, cette attente prolonge une période d'incertitude. Les supporters espéraient voir ce dossier rapidement bouclé afin que le sélectionneur puisse poursuivre sereinement son travail de préparation. Or, le silence observé depuis plusieurs semaines nourrit les interrogations et laisse place à de nombreuses interprétations.

Si certains y voient un simple contretemps lié au calendrier estival, d'autres esti-



Ph: DR

ment que le choix des adjoints constitue un dossier stratégique qui mérite une attention particulière. Les futurs membres du staff auront en effet un rôle essentiel dans le suivi des joueurs locaux, l'analyse des adversaires et la préparation quotidienne de la sélection nationale.

Pour l'heure, aucune décision officielle n'a été arrêtée. Le message transmis par l'avocat de Vladimir Petkovic confirme simplement que le sélectionneur ne souhaite céder ni à l'urgence ni aux pressions extérieures. Il privilégie une approche mesurée, estimant qu'un choix aussi important ne

peut être effectué sans une réflexion approfondie.

En attendant son retour de vacances, le suspense reste entier. La FAF, les observateurs et les supporters devront donc patienter encore quelques jours avant d'en savoir davantage sur l'identité des futurs adjoints algériens.

Un silence qui continue d'alimenter les débats et qui rappelle que, dans le football, certaines décisions prennent parfois plus de temps que prévu, surtout lorsqu'elles concernent l'avenir d'une sélection nationale aux ambitions élevées.

Hakim S.

CAN FÉMININE

L'Algérie défie le Maroc, Dafeur recentre le débat sur le terrain

Le deuxième acte de la phase de groupes de la Coupe d'Afrique des nations féminine 2026 promet une affiche de prestige entre le Maroc et l'Algérie. Organisée au Maroc, la compétition offre un cadre particulier à cette confrontation maghrébine qui suscite un vif intérêt auprès des supporters des deux sélections. Les deux équipes abordent ce rendez-vous avec l'ambition de franchir une étape importante dans la course à la qualification pour les quarts de finale, ce qui confère à cette rencontre un enjeu sportif majeur.

L'Algérie arrive avec un moral au beau fixe après son succès lors de la première journée face au Sénégal. Les joueuses de Farid Benstiti ont affiché une belle solidité défensive et une grande efficacité offensive. La capitaine Marine Dafeur s'est notamment illustrée en inscrivant le premier but de son équipe sur penalty, confirmant son rôle de leader sur et en dehors du terrain. De son côté, le Maroc, porté par son public, entend profiter de l'avantage du terrain pour réaliser une prestation convaincante et prendre une option sérieuse pour la suite du tournoi.

Au-delà de l'aspect sportif, cette rencontre a naturellement attiré l'attention des médias en raison du contexte des relations entre les deux pays. Lors de la conférence de presse d'avant-match, un journaliste camerounais a interrogé la capitaine



algérienne sur une éventuelle influence du contexte politique sur cette affiche. Une question à laquelle Marine Dafeur a répondu avec fermeté, refusant catégoriquement d'associer le match à toute autre considération que le football.

« Je ne sais pas si c'est le match le plus attendu. Pour nous, c'est simplement

notre deuxième match dans cette compétition », a d'abord déclaré la joueuse de Bristol City. Relancée sur l'éventuel impact du contexte politique sur l'ambiance de cette confrontation, la défenseuse algérienne a tenu à clarifier la position de son groupe.

« Nous sommes ici uniquement pour disputer la Coupe d'Afrique des nations. Il n'y a aucun contexte particulier. C'est simplement un match de football », a-t-elle affirmé, insistant sur la volonté des joueuses de rester concentrées exclusivement sur leurs objectifs sportifs.

Ces déclarations traduisent l'état d'esprit qui anime la sélection algérienne, déterminée à ne pas se laisser distraire par des considérations extérieures. Les Vertes souhaitent poursuivre leur parcours positif dans cette CAN féminine en s'appuyant sur la cohésion du groupe et sur les performances affichées lors de leur entrée en lice. Prévue ce soir à 21 heures au stade Moulay Hassan, cette rencontre entre le

Maroc et l'Algérie s'annonce comme l'un des temps forts de la deuxième journée. Devant des tribunes qui devraient être bien garnies, les deux équipes tenteront de confirmer leurs ambitions continentales dans un derby où seule la bataille sportive comptera sur le terrain.

H. S.

LUKA ZIDANE ET L'ALGÉRIE

Les déclarations de Zinédine Zidane relancent le débat autour du gardien des Verts

Les dernières déclarations de Zinédine Zidane, prononcées à l'occasion de sa présentation comme nouveau sélectionneur de l'équipe de France, risquent de faire couler beaucoup d'encre en Algérie. En apportant son soutien au journaliste français Christophe Gleizes, l'ancien Ballon d'Or a provoqué une nouvelle polémique autour de son fils Luka Zidane, gardien de but de la sélection algérienne.



Depuis l'arrivée de Luka Zidane chez les Verts, beaucoup avaient interprété la présence de son père dans les tribunes comme un signe d'attachement ou de soutien envers l'équipe nationale algérienne. Une perception que certains observateurs remettent aujourd'hui en question. Selon eux, la venue de Luka auprès de la sélection aurait surtout été motivée par un objectif sportif précis : participer à la Coupe du monde. Un objectif qu'il aurait désormais atteint, avec l'accompagnement de son père venu assister à ses prestations, non pas nécessairement pour afficher un soutien particulier aux Verts. La situation s'est davantage compliquée après la prise de position de Zinédine Zidane concernant Christophe

Gleizes. Lors de sa première intervention en tant que sélectionneur français, Zidane a exprimé sa solidarité envers le journaliste français, actuellement au centre d'une affaire judiciaire en Algérie, et a souhaité son retour auprès de sa famille dans les meilleurs délais. Cette déclaration a été mal accueillie par certains milieux en Algérie, qui estiment qu'elle s'inscrit dans une campagne de pression internationale autour de cette affaire. Sans entrer dans le débat politique, les critiques rappellent que le dossier du journaliste est lié à des accusations touchant à des questions sensibles relatives à la sécurité de l'État et à des faits considérés comme graves par les autorités algériennes. Les mêmes voix soulignent que les plus hautes autori-

tés du pays ont déjà affirmé leur position, notamment le président de la République, qui avait indiqué refuser que cette affaire soit traitée en dehors du cadre judiciaire algérien. La question a également provoqué des tensions lors d'événements internationaux, notamment lorsqu'un journaliste a tenté d'interroger des responsables algériens sur ce sujet. Dans ce contexte, certains supporters estiment que Zinédine Zidane a commis une erreur en prenant publiquement position sur une affaire aussi sensible. Ils considèrent que le football ne doit pas être mêlé à ce type de dossiers et réclament même une remise en question de la présence de Luka Zidane au sein de la sélection algérienne. Une éventuelle séparation pourrait toutefois

intervenir de manière progressive. Luka Zidane étant suspendu pour deux rencontres des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations, l'occasion pourrait être donnée à un autre gardien de prendre sa place. Par la suite, certains imaginent un scénario où Luka déciderait de ne pas accepter un rôle de doublure, ce qui pourrait conduire naturellement à son éloignement du groupe. Pour l'instant, aucune décision officielle n'a été annoncée. Mais les déclarations de Zinédine Zidane ont ravivé un débat déjà sensible autour de Luka Zidane et de son avenir avec les Verts. Les prochaines convocations de l'équipe nationale pourraient apporter des éléments de réponse sur la suite de cette histoire.

Hakim S.

USMA

Dehiri rejoint le club libyen d'Al-Ahli Tripoli

L'USM Alger, pensionnaire de la Ligue 1 Mobilis, a annoncé mardi le départ de son défenseur Hocine Dehiri, qui quitte le club algérois pour rejoindre la formation libyenne d'Al-Ahli Tripoli. Dans un communiqué publié sur sa page officielle sur les réseaux sociaux, le club Rouge te Noir a remercié le joueur pour "les services rendus durant les trois saisons passées sous ses couleurs, lui souhaitant pleine réussite dans sa nouvelle expérience professionnelle." Durant son passage à l'USMA, Dehiri a contribué à la conquête de plusieurs titres, notamment deux Coupes de la Confédération africaine, une Supercoupe d'Afrique et une Coupe d'Algérie. La formation de Soustara a également salué l'engagement et les efforts du défenseur tout au long de son séjour au sein de l'équipe, avant de lui souhaiter beaucoup de succès avec Al-Ahli Tripoli. Dehiri (26 ans) a débuté sa carrière au sein des catégories jeunes du Paradou AC, avant d'intégrer l'équipe première et d'évoluer plusieurs saisons en championnat professionnel. À l'été 2023, il a rejoint l'USMA sous forme de prêt. Il a ensuite connu une courte expérience en prêt au sein du club koweïtien d'Al-Qadisia en 2025, avant de revenir à l'USMA. Sur le plan international, le défenseur a également porté le maillot de la sélection algérienne des joueurs locaux.

Libre de tout engagement Des clubs libyens pensent Yacine Benzia

Libre de tout engagement Après la fin de son aventure en Arabie Saoudite, l'international algérien Yacine Benzia suscite un vif intérêt en Afrique du Nord. Trois cadors du championnat libyen se disputent actuellement sa signature en vue de la prochaine saison sportive. Après une saison passée sous les couleurs du club saoudien d'Al-Fayha, évoluant dans le championnat de première division (Saudi Pro League), Yacine Benzia a officiellement fait ses valises à l'issue de son contrat d'un an. Désormais sur le marché en tant qu'agent libre, le joueur algérien n'a pas tardé à attirer les convoitises, particulièrement chez nos voisins libyens. Selon les derniers rapports médiatiques, la course est lancée entre plusieurs formations de premier plan en Libye. Les clubs d'Al-Sweihli, d'Al-Ahly Benghazi et d'Al-Nasr ont tous manifesté leur souhait d'intégrer le milieu de terrain offensif à leurs effectifs. Ces équipes cherchent activement à se renforcer pour jouer les premiers rôles lors du prochain exercice sportif et voient en Benzia un profil idéal grâce à son expérience et ses qualités techniques. Ces sollicitations confirment que le Fennec garde une belle cote sur le marché des transferts régional. Il reste désormais à savoir quel projet sportif saura convaincre le joueur pour entamer le prochain chapitre de sa carrière professionnelle.

H. S.

MC ALGER

Les coulisses du transfert avorté de Youcef Belaïli

Alors que son retour au Mouloudia d'Alger semblait n'être plus qu'une simple formalité, le dossier Youcef Belaïli a pris une tournure inattendue.

Entre rendez-vous médicaux manqués, exigences financières préalables et vives tensions avec la direction, l'avenir de l'international algérien est plongé dans l'incertitude la plus totale. Le retour de Youcef Belaïli au MC Alger était sur le point de se concrétiser. Lors d'une entrevue avec le président Hadj Redjem et le manager Djamel Benlamri, les différentes parties avaient trouvé un terrain d'entente total concernant les modalités du contrat. Initialement, la direction du club algérois préférait patienter jusqu'au verdict du Tribunal arbitral du sport (TAS), prévu pour le 6 août, avant d'officialiser la signature. Dans cet intervalle, le joueur devait simplement se soumettre à la traditionnelle visite médicale. Cependant, sous la pression des supporters, le président Hadj Redjem a souhaité accélérer le processus afin de boucler le transfert au plus vite. Convoqué dimanche pour son examen médical, Belaïli a brillé par son absence.

Face à ce contretemps, le manager du club, Djamel Benlamri, a personnellement pris les choses en main en fixant un nouveau rendez-vous le lundi matin. Si le joueur s'est bien présenté à cette seconde convocation, il a immédiatement imposé une condition sine qua non : le versement immédiat d'une avance de 2 milliards de centimes avant même de se soumettre aux examens cliniques. Djamel Benlamri a alors fermement rappelé la procédure institutionnelle du club, stipulant que la visite médicale et la signature du contrat doivent obligatoirement précéder tout versement financier. Les discussions ont rapidement dégénéré en un échange verbal particulièrement tendu.

Campant sur ses positions, le joueur a fini par quitter les lieux sans effectuer sa visite médicale. Dans la foulée de cette altercation, l'international algérien s'est envolé pour Tunis. Ce départ précipité relance les rumeurs avec insistance

AMICAL

Le MCO s'impose face aux Qataris d'Al-Muaither SC

Le MC Oran s'est imposé face aux Qataris d'Al-Muaither SC 3-0 (mi-temps : 2-0) en match amical disputé mardi au stade de Derince (Turquie), dans le cadre de son stage de préparation en prévision de la saison 2026-2027 de la Ligue 1 Mobilis de football. Les trois buts des Hamaoua ont été inscrits par Traoré, Benkhedim et Aliane. Il s'agit du deuxième succès pour la formation oranaise durant ce stage d'in-

tersaison, après celui réalisé samedi face à l'autre club qatari d'Al-Markhiya (2-1). Les coéquipiers d'Abderrahmane Bourdim clôturent leur préparation en affrontant les Saoudiens d'Al-Raed FC, le lundi 3 août prochain dans le même stade.

En prévision de la nouvelle saison, le MCO a renforcé son effectif par l'arrivée de sept nouveaux joueurs. Il s'agit de Houari Baouche (CS Constantine), Ismaïl Saâdi (JS Saoura), Ahmed Ghennam (CR Témouchent), Edlin Randy

Essang-Matouti (USM Khenchela), Kheïreddine Kenniche (MC El Bayadh), du gardien Kamel Soufi, de retour au club après une expérience à l'USM Alger, ainsi que de Mouad Hadded, qui retrouve le championnat algérien après deux saisons passées en Libye et au Koweït. Sous la houlette de l'entraîneur Si Tahar Chérif El-Ouezani, maintenu dans ses fonctions, MCO a bouclé la saison 2025-2026 à la quatrième place avec 49 points, échouant à se qualifier pour une compétition continentale.

ATTENDANT LA NOMINATION D'UN NOUVEL ENTRAÎNEUR

Le WA Tlemcen poursuit son recrutement

La direction du WA Tlemcen poursuit l'opération de renforcement de son effectif en vue de la prochaine saison de la Ligue 2 amateur de football, tout en attendant la désignation officielle du nouvel entraîneur principal qui conduira le staff technique. Selon les informations publiées mardi sur les pages officielles du club sur les réseaux sociaux, la direction a concentré, jusqu'à présent, ses efforts sur le recrutement de nouveaux joueurs, tout en veillant à conserver certains éléments clés de l'effectif. Dans cette optique, le gardien de but Yacine Bencherif et l'attaquant Nouredine Hadjib ont prolongé leur contrat afin d'assurer une certaine stabilité au sein du groupe. En défense, le club a enregistré les arrivées d'Anès Touahria, arrière gauche en provenance du NA

Hussein Dey, de Kheïreddine Benamrane, arrière droit de l'Olympique Akbou, ainsi que d'Ali Hammani, défenseur central issu de la JS Jijel. Le secteur défensif a également été renforcé par les recrutements d'Aymen Abbas, en provenance du ESM Koléa, de Younes Benmehdi, de l'US Béchar Djedid, et de Benamar Sebahi, défenseur central arrivé du WA Mostaganem.

Au milieu de terrain, la direction du WAT a annoncé le recrutement de deux joueurs du ESM Koléa, Mohamed Sekkal et Abdeljalil Semmane, afin d'offrir davantage de solutions au futur staff technique et de consolider l'équilibre de l'équipe. Sur le plan offensif, Yacine Ghanem, en provenance du ESM Koléa, et Aymen Benmesbah, arrivé de la JSM Tiaret, se sont engagés avec le club. Leur recrutement, conjugué à

la prolongation du contrat de Nouredine Hadjib, traduit la volonté des dirigeants de disposer d'un secteur offensif plus étoffé à l'approche de la nouvelle saison. En attendant l'annonce du futur entraîneur principal, la direction a nommé Redouane Bachiri au poste de premier entraîneur adjoint.

Celui-ci participe d'ores et déjà aux préparatifs de la saison ainsi qu'à la finalisation de l'effectif, en coordination avec les dirigeants du club, précise la même source. A travers cette campagne de recrutement, la direction du WA Tlemcen entend constituer un effectif capable de jouer les premiers rôles lors du prochain exercice, après une phase de réorganisation interne visant à permettre au club de retrouver une place de premier plan en Ligue 2 amateur.



JEUX MÉDITERRANÉENS 2026

L'Algérie engagée avec 14 judokas à Tarente

Quatorze judokas (sept messieurs et sept dames) représenteront l'Algérie aux Jeux méditerranéens de 2026, prévus du 21 août au 3 septembre prochains à Tarente (Italie), suivant la liste d'admission, dévoilée mardi par les organisateurs. Il s'agit de Younès Ben Laribi (-60 kg), Kaïs Moudetere (-66 kg), Dris Messaoud Redouane (-73 kg), Abdeslam Belbelhout (-81 kg), Oussama Kabri (-90 kg), Rayane Zakaria Ben Atia (-100 kg) et Mohamed El Mehdi Lili (+100 kg) chez les messieurs, ainsi que Ghalima Rahma (-48 kg), Lycia Anaïs Guebli (-52 kg), Amina Berrahoual (-57 kg), Yassamine Djellab (-63 kg), Belkadi Amina (-70 kg), Lydia Kechout (-78 kg), et Dyhia Benchallal (+78 kg). La compétition s'étalera sur deux journées, les 28 et 29 août, suivant le programme présenté par les organisateurs. Pour l'heure, 162 judoka (84 messieurs et 78 dames) représentant 22 pays de trois continents ont déjà confirmé leur engagement. Les catégories de poids retenues pour ces JM-2026 sont celles des -60 kg, -66 kg, -73 kg, -81 kg, -90 kg, -100 kg et +100 kg chez les messieurs, ainsi que celles des -48 kg, -52 kg, -57 kg, -63 kg, -70 kg, -78 kg et +78 kg chez les dames. Avec ses quatorze judokas, l'Algérie compte parmi les pays les mieux représentés dans la compétition, avec l'Italie et la France, également avec 14 judokas chacun, au moment certaines nations, comme Monaco et la Macédoine du Nord n'ont engagés qu'un seul athlète.

MONDIAL DE VOLLEY-BALL

FÉMININ U17

L'Algérie entamera son parcours face à l'Italie le 6 août

La sélection algérienne féminine de volley-ball des moins de 17 ans (U17) ouvrira sa campagne au Championnat du monde 2026 de la compétition, prévu du 6 au 16 août au Chili, par une affiche relevée face à l'Italie, le 6 août à 20h00 (heure algérienne) pour le compte de la première journée du groupe D, selon le calendrier de la compétition. Les jeunes volleyeuses algériennes, actuellement en stage d'acclimatation à Santiago afin de s'adapter aux conditions climatiques et au décalage horaire avant le début du tournoi, enchaîneront ensuite avec un deuxième rendez-vous contre Porto Rico, le 7 août à 17h00, avant d'affronter la République dominicaine le 8 août à 17h00. Après une journée de repos, le Six national retrouvera la compétition le 10 août face à la Chine Taipei (17h00), avant de boucler la phase de groupes le 11 août contre la Corée du Sud à partir de 14h00. Versée dans la poule D, la sélection algérienne sera confrontée à des adversaires expérimentés, habitués aux compétitions internationales de jeunes. Cette participation offrira toutefois aux protégées du staff national une opportunité de se mesurer à l'élite mondiale et d'acquiescer une expérience précieuse en vue des prochaines échéances. Le Championnat du monde U17 féminin réunira 24 équipes réparties en quatre groupes de six, avec la participation des meilleures sélections de la discipline sous l'égide de la Fédération internationale de volley-ball (FIVB).

PRIVATISATION DU MONDIAL

Le hold-up cynique de Gianni Infantino sur l'âme du football

Dans une dérive capitaliste toujours plus assumée, le président de la FIFA, Gianni Infantino, envisagerait de céder des parts de la Coupe du monde à des fonds d'investissement privés. Un projet scandaleux, discuté en coulisses avec des milliardaires et l'administration Trump, qui menace de détruire l'essence même du tournoi le plus prestigieux au monde pour assouvir la cupidité sans limite de ses dirigeants.

Si certains croyaient encore naïvement que la Fédération Internationale de Football Association se souciait prioritairement de l'aspect sportif et de la santé des joueurs, les récentes révélations du Times viennent balayer les derniers doutes. Gianni Infantino, dont la mégalomanie ne semble plus connaître aucune frontière, préparerait la marchandisation ultime : privatiser et vendre une partie de la Coupe du monde. Ce plan délétère, élaboré notamment avec le milliardaire américain Joshua Kushner et soutenu par des géants de la finance comme JP Morgan, illustre une gestion cynique où le sport n'est plus envisagé que comme un simple produit financier. Pour couronner ce scandale absolu, Infantino s'arrogerait au passage le titre ronflant et très américanisé de "commissioner" de cette nouvelle structure, avec à la clé un bonus personnel estimé à près de onze millions d'euros. Mais au-delà de l'enrichissement et de la concentration des pouvoirs, c'est l'ADN même du football qui est pris en otage. Dans sa frénésie de rentabilité absolue, le patron de la FIFA ne se contente plus de surcharger un calendrier déjà asphyxiant. Après avoir validé des compétitions à outrance, voilà que l'idée d'une Coupe du monde disputée plus fréquemment qu'une fois tous les



PH: BR

quatre ans est sérieusement mise sur la table, tout comme une absurde expansion du tournoi à 64 équipes pour l'édition 2030. En brisant la rareté qui fait le prestige et l'attente de la compétition, Infantino risque tout bonnement d'en tuer la magie. À force de diluer la qualité sportive pour multiplier le nombre de matchs à vendre aux diffuseurs et aux sponsors, la FIFA transforme l'événement le plus fédérateur de la planète en une vulgaire chaîne de montage télévisuelle. Face à cette offensive mortifère pour le jeu, la réaction de l'UEFA apparaît non seulement justifiée, mais vitale. L'instance européenne a eu raison de monter au créneau pour marteler que

l'âme et la gouvernance du football ne sont pas des actifs négociables. Le football appartient à ses supporters, à ses joueurs, à ses clubs et à sa riche histoire, certainement pas à un consortium de gestionnaires de fonds d'investissement en quête de dividendes.

Vouloir vendre le plus beau des bijoux sportifs au plus offrant, le tout avec une transparence nulle, est une insulte crachée au visage de tous les amoureux du ballon rond. Il est grand temps que l'ensemble de la communauté du football, des ligues jusqu'aux États, se dresse pour empêcher Gianni Infantino de mener à bien cette entreprise de destruction massive du sport populaire.

L'Allemagne intéressée par l'organisation du Mondial 2042

L'Allemagne pourrait se porter candidate à l'organisation d'une prochaine Coupe du monde de football, avec une préférence affichée pour l'édition 2042, a indiqué mardi Axel Hellmann, membre du conseil d'administration de la Fédération allemande de football (DFB). " Nous aimerions accueillir à nouveau la Coupe du monde. Il existe une initiative de Bernd Neuendorf et de la DFB pour une candidature en 2042, voire peut-être en 2038, selon les règles de la FIFA", a déclaré Hellmann au média The Athletic. L'Allemagne, qui avait accueilli le Mondial en 1974 et 2006, estime avoir de solides arguments pour organiser à nouveau la compétition. " Je suis plutôt sûr que nous avons de grandes chances de mener une campagne réussie pour 2042", a ajouté le dirigeant allemand. Une candidature pour 2038 apparaît toutefois plus incertaine en raison des règles de rotation entre confédérations. L'Allemagne pourrait également envisager une candidature conjointe avec un autre pays européen, notamment la France, qui a elle aussi été encouragée à se positionner pour l'organisation du Mondial-2038.

MANCHESTER CITY

Rodri opéré du dos avant la reprise

Elu meilleur joueur de la Coupe du monde 2026 et récent vainqueur de la compétition avec l'Espagne, Rodri a subi une intervention chirurgicale mineure. Le milieu de terrain de Manchester City sera éloigné des terrains pour une courte durée, menaçant ainsi sa participation au début de saison de son club en plein cœur de rumeurs de transfert.

UNE INTERVENTION NÉCESSAIRE POUR LE CAPITAINE ESPAGNOL

Manchester City a officiellement annoncé ce mardi que son milieu de terrain vedette avait été opéré du dos avec succès. Agé de 30 ans, le capitaine de la sélection espagnole ressentait une gêne physique depuis un certain temps. Pour régler définitivement ce problème, le joueur est passé sur la table d'opération pour une intervention

qualifiée de "légère" par la formation anglaise. Le communiqué précise qu'il va désormais entamer une courte période de rééducation afin de retrouver la pleine possession de ses moyens après un été chargé en émotions.

UN CALENDRIER SERRÉ POUR LA REPRISE ANGLAISE

Cette indisponibilité tombe à un moment délicat pour les Citizens. L'éloignement des terrains, bien que de courte durée, jette un voile de doute sur la présence de Rodri pour les toutes premières échéances de la saison. Manchester City doit en effet lancer les hostilités le 16 août prochain lors du traditionnel Community Shield face à Arsenal, avant d'enchaîner la semaine suivante avec la réception de Bournemouth pour la première journée de

Premier League. Le staff médical du club devra évaluer son évolution au jour le jour pour déterminer s'il pourra tenir sa place.

L'OMBRE DU MERCATO ET DU REAL MADRID

Au-delà de son état de forme, c'est aussi l'avenir en club de l'Espagnol qui fait couler beaucoup d'encre. À un an de la fin de son contrat avec l'écurie mancunienne,

les spéculations vont bon train concernant la suite de sa carrière. Son sacre mondial en tant que capitaine de la Roja et son titre de meilleur joueur du tournoi ont fait grimper sa cote en flèche, intensifiant notamment les rumeurs d'un transfert retentissant vers le Real Madrid. Entre rééducation express et bruits de couloir, la fin de l'été s'annonce particulièrement mouvementée pour le champion du monde.

ITALIE

Le président la Fédération annonce le retour de Mancini à la tête de la Squadra Azzura

Le technicien Roberto Mancini a été nommé sélectionneur de l'équipe nationale italienne, avec laquelle il a remporté l'Euro-2021, a annoncé mardi le président de la Fédération italienne de football (FIGC), Giovanni Malago. "J'ai jugé que la personne qui devait devenir l'entraîneur de l'équipe nationale (...) était Roberto Mancini", a déclaré le patron de la FIGC, qui présentera le nouveau sélectionneur mercredi.

EN DÉPÎT D'UNE SAISON SANS TITRE

Un record financier historique pour le Real Madrid

Le Real Madrid vient d'établir un nouveau jalon exceptionnel dans l'histoire de l'économie sportive, et ce, paradoxalement au terme d'une saison 2025/2026 totalement blanche sur le plan sportif. Le club madrilène a en effet annoncé mardi avoir généré un chiffre d'affaires record s'élevant à 1,221 milliard d'euros. Cette performance financière spectaculaire s'est réalisée malgré l'absence de tout nouveau trophée dans la vitrine de la Casa Blanca, prouvant ainsi la résilience et la puissance de la marque madrilène à l'échelle mondiale, indépendamment de ses récents résultats sur le terrain. Dans le détail, ces revenus d'exploitation, qui excluent les produits issus des transferts de joueurs, représentent une augmentation de 3,1 % par rapport à l'exercice précédent. Le Real Madrid souligne qu'il devient ainsi la toute première organisation sportive au monde à franchir la barre symbolique des 1,2 milliard d'euros de revenus, consolidant sa place de leader incontesté dans l'industrie du sport. Par ailleurs, la santé financière de l'institution merengue se traduit également par un bénéfice net de 26 millions d'euros, enregistrant une belle progression de 8 % par rapport à la saison 2024/2025. Cette prouesse économique repose sur plusieurs piliers stratégiques solides, à commencer par la signature de nouveaux contrats de sponsoring très lucratifs. L'autre moteur majeur de cette croissance fulgurante n'est autre que le stade Santiago-Bernabéu, dont la récente rénovation porte aujourd'hui pleinement ses fruits. Les revenus directement liés à l'enceinte madrilène ont connu une hausse significative de 11 %, atteignant ainsi la somme impressionnante de 363 millions d'euros sur l'ensemble de la saison. Toutefois, ce bilan comptable immaculé contraste fortement avec les difficultés rencontrées sportivement, forçant la direction à réagir vigoureusement sur le marché des transferts. Pour relancer la machine et faire oublier cette saison décevante, le club a acté le retour de l'entraîneur José Mourinho. Le technicien pourra s'appuyer sur des renforts de poids avec les arrivées déjà bouclées du milieu portugais Bernardo Silva, du latéral espagnol Marc Cucurella et du défenseur français Ibrahima Konaté. De plus, les grandes manœuvres ne semblent pas terminées puisqu'un accord aurait également été trouvé avec Yan Diomandé, l'ailier ivoirien du RB Leipzig.

TUNISIE

Mouine Chaâbani officiellement sélectionneur

Le bureau fédéral de la Fédération tunisienne de football (FTF), réuni mardi, a officialisé la nomination de Mouine Chaâbani à la tête de la sélection nationale tunisienne pour un contrat de quatre ans. Agé de 45 ans, Chaâbani succède à Sabri Lamouchi, limogé à l'issue de la lourde défaite concédée face à la Suède (1-5), lors du premier match de la Tunisie au Mondial-2026 (groupe F). L'interim avait ensuite été assuré par le Français Hervé Renard, qui a dirigé la sélection lors des deux rencontres suivantes, perdues contre le Japon (0-4) et les Pays-Bas (1-3). Le bureau fédéral a également validé la composition du nouveau staff technique. Celui-ci sera composé de Mourad Melki et Seifallah Hosni en qualité d'entraîneurs adjoints, de Khaled Maghzaoui comme entraîneur des gardiens, de Hatem Boulila en tant que préparateur physique et de Wissem Safouat au poste d'analyste vidéo. Ancien entraîneur de l'Espérance Sportive de Tunis, Mouine Chaâbani s'est imposé parmi les techniciens tunisiens les plus titrés de sa génération. Il a conduit le club sang et or à deux sacres consécutifs en Ligue des champions de la CAF en 2018 et 2019.

LA CEDEAO CRITIQUÉE SUR SON PROJET MONÉTAIRE

«Le passage à la monnaie de l'Eco ne modifierait pas les mécanismes du franc CFA»

Le président de la Commission nationale de l'AES au Burkina Faso, Bassolma Bazié, estime que le projet d'Eco porté par la CEDEAO se limite à « rebaptiser le franc CFA sans modifier les mécanismes ». Il juge cette démarche « contraire aux aspirations de souveraineté des peuples africains et assure que l'AES prépare sa propre orientation monétaire commune ».

La question monétaire a occupé une place centrale dans le discours prononcé par Bassolma Bazié, le 26 juillet dernier, au Palais des congrès de Niamey. Présent dans la capitale nigérienne pour le troisième anniversaire du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie, le président de la Commission nationale de l'AES au Burkina Faso s'est longuement exprimé sur le projet d'Eco porté par la CEDEAO. Le responsable burkinabè en a remis en cause la portée, estimant que cette monnaie proposée « ne constituerait pas une véritable rupture avec le franc CFA, mais un simple changement d'appellation ». Bassolma Bazié a déclaré avoir participé à un sommet de l'Union économique et monétaire ouest-africaine. Selon lui, le président ivoirien Alassane Ouattara y aurait expliqué que le passage à l'Eco ne modifierait pas les mécanismes fondamentaux du système actuel. « La question de l'Eco, ce n'est pas pour modifier les paramétrages du franc CFA. C'est tout simplement pour changer le nom et permettre aux gens de ne plus parler », a-t-il rapporté. À ses yeux, remplacer le nom « franc CFA » par celui d'« Eco », sans réforme profonde de son fonctionnement, ne permettrait donc pas de répondre aux attentes des peuples africains en matière d'indépendance économique. Il a qualifié cette orientation de « trahison à l'endroit de l'ensemble des peuples de l'Afrique ».



"LA SOUVERAINÉTÉ POLITIQUE DOIT ÉGALEMENT S'ACCOMPAGNER D'UNE PLUS GRANDE MAÎTRISE DES DÉCISIONS ÉCONOMIQUES ET MONÉTAIRES"

Après avoir contesté la portée du projet de la CEDEAO, Bassolma Bazié a voulu rassurer les populations du Burkina Faso, du Mali et du Niger. Face aux annonces d'une possible mise en circulation de l'Eco à l'horizon 2027, il les a appelées à rester sereines. Le responsable burkinabè a assuré que « les trois chefs d'État de l'AES examinent les orientations susceptibles de préserver les intérêts économiques et monétaires de la Confédération ». « Nous devrions rester tranquilles et sereins parce que les trois chefs d'État sont dans leur laboratoire. Ils vont sortir en temps opportun avec des décisions fortes », a-t-il déclaré. Ses propos laissent entendre que l'AES prépare « une orientation distincte de celle portée par la CEDEAO ». Pour l'instant, aucune décision officielle propre à la Confédération n'ont toutefois été annoncées. Pour l'AES, la souveraineté politique doit également s'accompagner d'une plus

grande maîtrise des décisions économiques et monétaires. Cette ambition s'inscrit dans le processus engagé par le Burkina Faso, le Mali et le Niger pour conduire leurs choix de manière plus autonome.

UN PROJET COMMUN FONDÉ SUR LA SOUVERAINÉTÉ

Au-delà de l'Eco, Bassolma Bazié a replacé la question monétaire dans une réflexion plus large sur l'unité et l'avenir de la Confédération. Le responsable burkinabè a ainsi affirmé que ce qui se passe à Niamey concerne directement Ouagadougou et Bamako, conformément à la devise de l'AES : « Un espace, un peuple, un destin ». Reçu par le Premier ministre nigérien Ali Mahaman Lamine Zeine, il a également échangé sur la feuille de route de la deuxième année de la Confédération. Sa présence à Niamey a été présentée non comme un simple geste de soutien, mais comme l'expression d'un engagement politique commun aux trois pays. Dans cette logique, la question monétaire s'inscrit dans le projet politique et économique que les trois États entendent conduire collectivement. Bassolma Bazié a ainsi appelé les populations et les responsables publics à renforcer leur unité autour du projet de souveraineté porté par la Confédération. Aucune monnaie confédérale ni aucun calendrier n'ont encore été officialisés. Le discours de Bassolma Bazié confirme néanmoins que l'avenir monétaire figure désormais parmi les enjeux de souveraineté examinés par les dirigeants de l'AES.

R. I.

GHANA-CHINE

Accra et Pékin soulignent « l'impératif engagement à renforcer le partenariat »

L'ambassade de Chine au Ghana a organisé une réception dans la capitale Accra pour marquer le 99e anniversaire de la fondation de l'Armée populaire de libération chinoise (APL). Des représentants du gouvernement, des diplomates, de hauts gradés militaires, des chefs d'entreprise et des universitaires ont assisté à la réception, témoignant « de l'amitié de longue date entre la Chine et le Ghana ». L'ambassadeur de Chine au Ghana, Cong Song, a souligné, lundi, que le Ghana figurait « parmi les premiers pays africains à établir des relations diplomatiques avec la Chine ». La Chine et le Ghana « partagent des philosophies de développement très compatibles et les perspectives de coopération dans divers domaines sont vastes ». La Chine est disposée à collaborer avec le Ghana pour

mettre en œuvre les conclusions de la réunion entre les chefs d'État, en aidant le Ghana à transformer ses atouts en ressources en un moteur de développement et à parvenir à « une synergie efficace entre développement et protection de l'environnement », a déclaré Cong. L'attaché de défense chinois au Ghana, Dou Yan, a souligné « l'engagement des forces armées chinoises à collaborer avec les forces armées d'autres pays pour promouvoir, préserver et partager la paix ». Il affirme que « l'armée chinoise continuera de défendre haut et fort la coopération gagnant-gagnant » et, sur la base, a-t-il précisé « de la confiance, des avantages et de l'apprentissage mutuels, continuera de promouvoir une relation stable, durable et approfondie avec les forces armées ghanéennes », a-t-il ajouté. Le

vice-ministre ghanéen de la Défense, Ernest Brogya Genfi, a souligné que les deux pays avaient bâti au fil des ans « un partenariat de défense solide qui a contribué de manière significative à la modernisation des forces armées ghanéennes grâce à la coopération dans le développement des infrastructures, la formation militaire professionnelle et le soutien en matière d'équipement ». Genfi a déclaré que le Ghana avait toujours soutenu la position de la Chine sur diverses questions aux Nations Unies (ONU), en particulier concernant « le principe d'une seule Chine, et que le soutien ferme de la Chine avait contribué au succès des efforts du Ghana à l'ONU pour faire déclarer la traite transatlantique des esclaves comme le crime le plus grave contre l'humanité ».

R. I.

LIBYE

Reprise de la production aux champs pétroliers d'El Feel et Wafa

La production pétrolière a repris mardi dernier, aux champs d'El Feel et de Wafa, dans l'ouest de la Libye, après une interruption provoquée par l'irruption de manifestants dans le complexe de Mellitah. Les autorités ont annoncé le rétablissement du contrôle du site et la reprise des approvisionnements en gaz aux centrales électriques. La production des champs pétroliers libyens d'El Feel et de Wafa a repris le 28 juillet après un arrêt temporaire provoqué par une perturbation au complexe de Mellitah, a annoncé la compagnie nationale libyenne de pétrole (NOC). Selon la NOC, des manifestants ont pénétré dans le complexe de Mellitah, entraînant l'interruption des opérations.

Les forces de sécurité ont ensuite repris le contrôle du site, a indiqué le gouvernement basé à Tripoli, précisant que les livraisons de gaz aux centrales électriques avaient également repris. Le complexe de Mellitah, exploité par une coentreprise entre la NOC et le groupe italien Eni, gère notamment le champ d'El Feel, dont la capacité de production se situe entre 80 000 et 90 000 barils par jour dans des conditions normales. La NOC a également annoncé la reprise des activités sur la plateforme offshore de Sabratha.

Dans un précédent communiqué, la compagnie avait indiqué que la production avait été totalement interrompue à El Feel et partiellement suspendue à Wafa, sans mentionner alors la plateforme maritime. La perturbation avait fait craindre des conséquences sur l'approvisionnement énergétique du pays.

La NOC avait averti que la fermeture du complexe avait provoqué une forte pénurie de gaz et de carburant nécessaires au fonctionnement des centrales électriques, entraînant l'arrêt de plusieurs unités de production et augmentant le risque de coupures de courant. La compagnie nationale d'électricité libyenne a indiqué que le réseau électrique revenait progressivement à la normale après la reprise des opérations à Mellitah.

R. I.

APRÈS LA MORT DE 15 ÉLÉPHANTS DANS L'ÉCOSYSTÈME D'AMBOSELI

Le Kenya lance une enquête

Le Kenya Wildlife Service (KWS) a lancé mardi une enquête environnementale suite à la mort de 15 éléphants en un seul mois dans l'écosystème d'Amboseli. Selon le KWS, les décès ont été enregistrés entre le 24 juin et le 24 juillet dans le parc national d'Amboseli, le sanctuaire de Kimana et la région du ranch de Kuku. Dix des éléphants présentaient des symptômes cliniques similaires, notamment une paralysie partielle qui les empêchait de se tenir debout avant de mourir en un ou deux jours, indique un communiqué publié à Nairobi, la capitale kényane. Les cinq autres

carcasses étaient en état de décomposition avancée ou avaient été dévorées par des charognards, ce qui rendait impossible la détermination de la cause immédiate du décès, a indiqué l'agence. Immédiatement après les premiers signalements, le KWS a déployé une équipe vétérinaire spécialisée de Nairobi, Tsavo et Amboseli pour enquêter, soigner les éléphants survivants, effectuer des autopsies et prélever des échantillons diagnostiques. « Les premiers résultats d'analyses effectuées par l'Université de Nairobi ont révélé la présence d'une substance potentiellement toxique

dans les échantillons prélevés sur plusieurs éléphants touchés. Toutefois, des analyses quantitatives plus poussées sont en cours afin de déterminer la concentration et la signification de cette substance, tandis que des investigations complémentaires se poursuivent pour en établir la source », a-t-on indiqué. L'agence a indiqué que des enquêtes environnementales sont également en cours, notamment des analyses des sources d'eau et des contaminants potentiels dans les zones touchées afin de déterminer si les éléphants ont été exposés à une source commune.

R. I.

LE PENTAGONE AU CONGRÈS US SUR L'AIDE MILITAIRE À L'UKRAINE

« Elle ne sera pas entièrement livrée avant 2029 »

L'administration Trump a informé le Congrès que les 400 millions de dollars d'aide militaire déjà approuvés pour l'Ukraine devraient être attribués d'ici septembre 2026. Toutefois, la livraison complète des armes, des équipements et des services financés pourrait prendre jusqu'à septembre 2029, malgré les critiques de plusieurs élus américains.

Le Pentagone prévoit d'établir sur plusieurs années la livraison d'une aide militaire de 400 millions de dollars destinée à l'Ukraine. Déjà approuvée par le Congrès américain, cette enveloppe doit financer des armes, des équipements, des services et le renforcement des capacités ukrainiennes. Dans une lettre adressée aux parlementaires en mai, le département américain de la Défense a précisé que les crédits seraient engagés au cours de l'année fiscale 2026, qui s'achèvera le 30 septembre 2026. La livraison complète du matériel et des services financés ne devrait toutefois intervenir qu'au cours de l'année fiscale 2029, comprise entre le 1er octobre 2028 et le 30 septembre 2029. Reuters révèle dans un article publié ce 27 juillet, en citant une source ayant connaissance du document, que deux mois après l'envoi de la lettre, les fonds n'avaient toujours pas été débloqués ni engagés dans le cadre de contrats. Le calendrier présenté par le Pentagone dépassera ainsi la fin du second mandat de Donald Trump, fixée au 20 janvier 2029. L'achève-



ment des livraisons pourrait donc intervenir sous la prochaine administration américaine, plusieurs années après l'approbation des crédits par le Congrès.

UN QUART DE L'ENVELOPPE CONSACRÉ AUX SERVICES

Le plan transmis aux parlementaires détaille la répartition des 400 millions de dollars. La moitié de cette somme, soit 200 millions, doit financer des armes, des munitions et des explosifs. Près de 100 millions de dollars seront consacrés aux véhicules, aux pièces détachées et à différents équipements. Les 100 millions restants couvriront des prestations de services, notamment le transport du matériel militaire vers l'Ukraine. Un quart de l'enveloppe servira donc à financer des services plutôt que l'achat direct d'armements. Le programme comprend également la formation

des forces ukrainiennes et les prestations nécessaires à l'utilisation des équipements fournis. Cette répartition montre qu'une part importante du montant annoncé restera consacrée à la logistique et aux services accompagnant les livraisons, plutôt qu'au transfert d'armes à Kiev.

DES ÉLUS AMÉRICAINS RÉCLAMENT UNE ACCÉLÉRATION

Le calendrier retenu par le Pentagone alimente les divisions à Washington. Plusieurs élus démocrates, ainsi que certains républicains, pressent l'administration d'accélérer l'acheminement de nouvelles ressources militaires vers l'Ukraine. Lors d'une audition au Sénat, le sénateur démocrate Dick Durbin a contesté l'utilité d'un programme, dont la mise en œuvre complète n'interviendrait que plusieurs années

après son adoption. Des parlementaires estiment ainsi que l'administration actuelle reporte l'achèvement du programme sur son successeur. Reuters souligne également que le droit américain limite la possibilité pour l'exécutif de suspendre unilatéralement des crédits déjà approuvés par le Congrès. Alors que le débat américain porte avant tout sur la vitesse des livraisons, Moscou conteste le principe même de ces transferts d'armes. La Russie estime que la poursuite du soutien militaire occidental alimente les combats et éloigne les perspectives d'un règlement négocié. Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a notamment déclaré que Moscou considérerait les cargaisons d'armes destinées à l'Ukraine comme des cibles militaires légitimes.

R. I.

UN RAPPORT SUR LES INCENDIES AU CANADA

« Il y a eu un impact disproportionné sur les populations autochtones »

Les feux de forêt au Canada ont eu un impact disproportionné sur les populations autochtones, selon la dernière enquête et le rapport analytique publiés mardi par Statistique Canada. Le rapport, intitulé « Expériences liées aux feux de forêt chez les peuples autochtones », souligne que les peuples autochtones (Premières Nations, Métis et Inuits) représentent environ 5 % de la population totale du Canada. Malgré cette faible proportion, 42 % des personnes évacuées en raison des feux de forêt en 2023 provenaient de communautés où plus de la moitié de la population était autochtone. Entre 1980 et 2021, 16 communautés au Canada ont été évacuées au moins cinq fois, dont 14 étaient des réserves des Premières Nations, indique le rapport. Selon le rapport, les feux de forêt représentent des défis importants pour tous les Canadiens et toutes les communautés, avec des répercussions sur leur bien-être financier, physique, mental et culturel. Les communautés et les personnes autochtones sont généralement touchées de façon disproportionnée par les feux de forêt, ce qui peut entraîner la perte d'accès à leurs territoires de chasse et à leurs lignes de piégeage, ainsi qu'une réduction des

possibilités de cueillette de plantes et de baies sauvages, ce qui pourrait avoir des conséquences à long terme. Le rapport indique que les peuples autochtones sont souvent évacués loin de leurs communautés d'origine et que, dans certains cas, des membres de la famille ou de la famille élargie sont déplacés vers des endroits différents, ce qui contribue à des perturbations supplémentaires et à un stress psychologique accru. En raison du passé colonial du Canada envers les peuples autochtones, notamment le système des pensionnats, les déplacements de population peuvent aggraver les difficultés sociales, psychologiques et sanitaires des communautés autochtones. Ces répercussions pourraient s'accroître compte tenu de l'augmentation prévue de la fréquence et de la durée des feux de forêt au Canada, liée aux changements climatiques, ajoute le rapport. De plus, la fumée des feux de forêt représente un grave risque pour la santé des peuples autochtones. Selon l'Enquête auprès des peuples autochtones de 2022, les taux d'asthme chez les Premières Nations, les Métis et les Inuits étaient respectivement de 17 %, 15 % et 16 %, comparativement à une moyenne de 8 % chez les populations

non autochtones entre 2015 et 2020. L'exposition prolongée à la fumée des feux de forêt pourrait être liée à un risque accru de cancer du poumon et de tumeurs cérébrales. Avec des saisons des feux de forêt de plus en plus intenses, les personnes souffrant de problèmes respiratoires sont susceptibles d'en subir des conséquences accrues. Le risque est particulièrement marqué pour les communautés autochtones, dont plusieurs sont situées dans des régions éloignées du Canada, indique le rapport.

R. I.

BOEING PUBLIE SES RÉSULTATS FINANCIERS DU DEUXIÈME TRIMESTRE

Un chiffre d'affaires en hausse et une perte nette réduite

La société Boeing a annoncé mardi un chiffre d'affaires de 24,56 milliards de dollars au deuxième trimestre, soit une augmentation de 8 % sur un an, tandis que sa perte nette trimestrielle s'est réduite à 428 millions de dollars. La société a enregistré une perte par action selon les normes GAAP de 0,67 dollar, un flux de trésorerie d'exploitation de 1,364 milliard de dollars et un flux de trésorerie disponible de 631 millions de dollars. D'après Boeing, ces résultats s'expliquent principalement par la hausse des livraisons d'avions commerciaux et un fonds de roulement favorable. Le carnet de commandes de l'entreprise a atteint le montant record de 715 milliards de dollars, incluant plus de 6 200 avions commerciaux. L'activité Avions commerciaux de Boeing a enregistré un chiffre d'affaires de 11,75 milliards de dollars au deuxième trimestre, avec une marge opérationnelle de -2,7 %, reflétant principalement des livraisons plus élevées, une gamme de produits favorable, des performances améliorées et d'autres ajustements. La société a livré 171 avions commerciaux au cours du trimestre, soit le total trimestriel le plus élevé depuis 2018, contre 150 un an plus tôt. Commercial Airplanes a enregistré 246 commandes nettes, a indiqué la société. Au cours du trimestre, le programme Boeing 737 a entamé sa transition vers une production de 47 appareils par mois. Les essais en vol de certification des 737-7 et 737-10 sont terminés, et la société maintient ses prévisions de certification pour 2026 et de premières livraisons pour 2027. Le programme 777X a également reçu l'approbation de la Federal Aviation Administration (FAA) américaine pour le lancement des essais en vol de certification. « Je suis très satisfait des progrès réalisés par notre équipe dans la mise en œuvre de notre plan. Nos opérations sont plus stables et les principaux programmes de certification restent conformes au calendrier prévu », a déclaré Kelly Ortberg, président-directeur général de Boeing. « Notre priorité a été de rétablir la confiance et nous nous appuyons désormais sur elle en mettant l'accent de manière constante sur la sécurité, la qualité et le respect des délais », a-t-il déclaré. « Bien qu'il reste encore du travail à accomplir au cours du second semestre, la dynamique que nous créons continue de faire progresser Boeing dans la bonne direction ».

R. I.

EVGUENI KHMARA, MINISTRE UKRAINIEN DE LA DÉFENSE PAR INTÉRIM

En «finir avec le conflit» avant que ses propres fils «soient en âge d'être mobilisés»

Le ministre ukrainien de la Défense par intérim, Evgueni Khmara, affirme « vouloir achever le conflit avant que ses deux fils, âgés de 9 et 11 ans, ne soient mobilisables ». Ses propos viennent alourdir et donner davantage de crédibilité aux critiques sur les « sacrifices imposés aux Ukrainiens », tandis que les proches des dirigeants « semblent promis à la reconstruction plutôt qu'au front ».

R. I.

LES PRÉSIDENTS CHINOIS XI ET LE SLOVAQUE PETER PELLEGRINI

« Préserver le système international centré sur l'ONU »

La Chine est prête à s'associer à la Slovaquie pour forger « un partenariat stratégique fondé sur le respect et la confiance mutuels, l'égalité et les avantages réciproques, ainsi que la stabilité et la résilience », a déclaré Xi à Pellegrini, en visite d'État en Chine.



Xi a souligné que le respect mutuel des voies de développement de chacun et un engagement ferme en faveur de l'amitié et de la coopération ont été les fondements de la croissance saine et rapide des relations sino-slovaques. La Chine félicite la Slovaquie d'avoir respecté le principe « d'une seule Chine et continuera de travailler avec elle pour prendre en compte leurs intérêts fondamentaux et leurs préoccupations majeures respectives », a-t-il déclaré. Il a invité les deux pays à exploiter le potentiel de collaboration dans les secteurs émergents et les domaines de pointe, notamment les énergies propres, la robotique et l'IA, afin de créer de nouveaux moments forts dans la coopération bilatérale. Les deux parties devraient élargir leur coopération dans les domaines de la culture, du sport, du tourisme, de la jeunesse et des échanges infranationaux, et faciliter les déplacements entre les deux pays, a-t-il déclaré. Xi a déclaré que la Chine et la Slovaquie « devraient préserver le système international centré sur l'ONU et l'ordre international fondé sur le droit international », pro-

mouvoir conjointement un monde multipolaire égalitaire et ordonné et une mondialisation économique universellement bénéfique et inclusive, et contribuer à la construction d'une communauté de destin pour l'humanité. La Chine a toujours considéré l'UE comme un partenaire et développe ses relations avec elle avec sincérité et bonne volonté,

a déclaré Xi, appelant la Slovaquie à jouer un rôle constructif dans la promotion d'une croissance saine et stable des relations Chine-UE. Soulignant l'importance que la Slovaquie accorde à son partenariat stratégique avec la Chine, M. Pellegrini a exprimé l'espoir de voir se concrétiser davantage de résultats en matière de coopération éco-

nomique et commerciale, d'intelligence artificielle, d'économie numérique, de robotique et d'énergies nouvelles. Il a ajouté que la Slovaquie était favorable à l'investissement de nouvelles entreprises chinoises sur son territoire. En tant qu'État membre de l'UE, la Slovaquie est disposée à promouvoir activement la coopération entre l'UE et la Chine et le règlement approprié des différends par le dialogue et la consultation, a déclaré Pellegrini. La Slovaquie est disposée à travailler avec la Chine pour défendre le multilatéralisme, sauvegarder les objectifs de la Charte des Nations Unies et du droit international, et promouvoir la paix et la stabilité régionales et mondiales, a-t-il déclaré, ajoutant que son pays est disposé « à coordonner étroitement avec la Chine pour renforcer la gouvernance mondiale de l'IA ».

R. I.

ARGENTINE

Reprise des exportations de volaille fraîche vers l'UE en août

L'Argentine reprendra ses exportations de viande de volaille fraîche et de produits avicoles vers l'Union européenne (UE) en août après que le bloc a rétabli l'autorisation sanitaire pour ces expéditions, ont déclaré mardi des responsables gouvernementaux. Cette décision fait suite au rétablissement par l'Argentine de son statut de pays indemne de maladie, conformément aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé animale, après que le pays a maîtrisé et éradiqué les précédentes épidémies de grippe aviaire hautement pathogène, selon le Secrétariat à l'agriculture, à l'élevage et à la pêche. Dans un communiqué, le secrétariat a indiqué que l'UE avait confirmé que l'Argentine pourrait reprendre ses exportations de viande de volaille fraîche et de produits avicoles à compter du 17 août, après avoir retrouvé son statut de pays indemne de

grippe aviaire hautement pathogène. Cette reconnaissance valide le système de contrôle sanitaire argentin et rétablit l'accès à un marché stratégique pour les exportations nationales de volaille, a-t-on déclaré. Cette mesure renforcera également la position internationale de l'industrie avicole argentine et facilitera l'accès à d'autres marchés d'outre-mer. Les Pays-Bas, l'Espagne et l'Allemagne figurent parmi les principales destinations des exportations de volaille argentine au sein de l'UE. Le secrétariat a déclaré que cette mesure est particulièrement importante car l'accord commercial intérimaire entre l'UE et le Marché commun du Sud (Mercosur), entré en vigueur provisoirement le 1er mai, permet à l'Argentine d'utiliser pleinement le quota préférentiel de viande de volaille prévu par cet accord.

R. I.

POUR RELANCER LES POURPARLERS DE PAIX.

Le SG de l'ONU en visite à Chypre

Le secrétaire général des Nations Unies (ONU), Antonio Guterres, a lancé mardi une nouvelle initiative diplomatique lors d'une visite à Chypre

PUB

afin d'explorer les perspectives de relance des négociations de paix, longtemps au point mort, sur cette île divisée de la Méditerranée orientale.

Cette visite marque le premier déplacement de Guterres à Chypre depuis sa prise de fonctions comme secrétaire général de l'ONU et le premier d'un chef de l'ONU en exercice sur l'île depuis 16 ans.

Mardi, Guterres a rencontré séparément le président chypriote et dirigeant chypriote grec Nikos Christodoulides, ainsi que le dirigeant chypriote turc Tufan Erhurman, et a réaffirmé son engagement « à soutenir les efforts » visant à résoudre la question chypriote.

« Cette visite est un geste de solidarité envers le peuple chypriote et témoigne de mon engagement indéfectible à faire en sorte que nous parvenions enfin à une solution à Chypre », a-t-il déclaré après sa rencontre avec Christodoulides. Il a ensuite rencontré Erhurman.

Guterres a déclaré que la recherche d'une solution « dépend évidemment des Chypriotes eux-mêmes », ajoutant que « les puissances garantes ont également un rôle à jouer », faisant référence à la Grèce, à la Turquie et au Royaume-Uni en

vertu du Traité de garantie de 1960. Selon les médias locaux, il devait tenir une réunion conjointe avec les dirigeants des deux camps avant de quitter Chypre, durant la journée d'hier.

Chypre a obtenu son indépendance de la domination coloniale britannique en 1960. Aux termes des accords régissant son indépendance, la Grande-Bretagne, la Grèce et la Turquie ont été désignées comme puissances garantes.

En 1974, un coup d'État visant à unir Chypre à la Grèce a provoqué une intervention militaire turque, laissant l'île divisée. Les Nations Unies maintiennent depuis longtemps une force de maintien de la paix à Chypre et ont à plusieurs reprises servis de médiateurs dans les pourparlers entre les communautés chypriotes grecque et turque.

Une conférence sur Chypre, organisée par l'ONU, s'est ouverte à Genève en janvier 2017, suivie de nouvelles négociations plus tard dans l'année. Ces pourparlers se sont soldés par un échec, en raison de divergences sur des points tels que les arrangements de sécurité et le rôle des puissances garantes.

R. I.

SUR L'AVION QUI S'EST ÉCRASÉ EN 2025

L'exécutif indien affirme qu'aucun défaut n'a été constaté dans le système de commande de carburant

Le gouvernement indien a déclaré que les enquêteurs n'ont jusqu'à présent trouvé aucun défaut dans le mécanisme de verrouillage de l'interrupteur de commande de carburant à bord du vol AI-171 d'Air India, qui s'est écrasé l'année dernière. L'information a été présentée lundi par le ministre d'État à l'Aviation civile, Murlidhar Mohol, devant la chambre haute du Parlement indien, appelée localement Rajya Sabha, lors de la session en cours, ont rapporté mercredi les médias locaux. Le ministre a informé le Parlement que le rapport final du Bureau d'enquêtes sur les accidents d'aéronefs (AAIB) n'avait pas été retardé, affirmant que les enquêtes sur les accidents aériens majeurs constituent un processus évolutif. Mohol a déclaré que le rapport d'enquête final, comprenant toutes les conclusions, sera rendu public et publié sur le site web de l'AAIB une fois l'enquête terminée. Le 12 juin de l'année dernière, l'avion d'Air India à destination de Londres s'est écrasé peu après son décollage de l'aéroport international Sardar Vallabhbhai Patel d'Ahmedabad, à environ 17 km au sud de Gandhinagar, la capitale du Gujarat, tuant 242 personnes à bord. L'accident a également fait 19 morts et 67 blessés au sol après s'être produit dans l'enceinte du BJ Medical College, dans le quartier de Meghaninagar, causant d'importants dégâts aux bâtiments.

R. I.

FEUX DE FORÊT EN ESPAGNE

une femme succombe à ses blessures dans le sud du pays

Une femme grièvement brûlée dans l'incendie qui a touché l'Andalousie le 9 juillet dernier, est morte des suites de ses blessures, a annoncé l'hôpital où elle était soignée, portant le bilan à 14 morts, en majorité des étrangers. Cet incendie, qui s'était déclenché dans la région d'Almería, située dans le sud de la péninsule ibérique et très prisée des touristes étrangers, est le plus meurtrier en deux décennies. « Cette femme, dont la nationalité n'a pas été précisée, est morte à l'hôpital Virgen del Rocio de Séville, dans lequel avait été admise à la suite de graves blessures », a indiqué aux médias une porte-parole de cet établissement. Selon les médias espagnols, elle était en soins intensifs après avoir été brûlée à 70%. Le feu était parti d'un câble d'alimentation électrique le long d'une route nationale dans la zone de Los Gallardos, où la végétation était desséchée à cause de la chaleur, d'après les autorités. Le brasier s'était ensuite propagé à une vitesse folle et difficilement prévisible selon les autorités, au rythme d'environ 100 mètres par minute, et avait piégé certaines personnes dans leur véhicule. La majorité des victimes étaient britanniques et belges. D'autres feux ont ravagé l'Espagne ces derniers jours, réduisant en cendres des dizaines de milliers d'hectares à l'ouest de Madrid. Et des incendies distincts, près de Valence, dans l'est de l'Espagne, ont fait un mort cette semaine.

R. I.

PRÉSERVATION DU SITE ARCHÉOLOGIQUE DE TIPASA

L'UNESCO salue les efforts de l'Algérie

Réuni à Busan, en République de Corée, pour sa 48e session, le Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO a officiellement salué l'engagement de l'Algérie dans la préservation du site archéologique de Tipasa.

Une reconnaissance internationale qui valide la stratégie algérienne de protection de ce joyau historique. Le ministère de la Culture et des Arts s'est réjoui de l'adoption à l'unanimité d'une décision favorable concernant le rapport technique sur l'état de conservation de Tipasa. Cette résolution onusienne comporte une reconnaissance explicite des actions menées par l'État algérien afin d'assurer une gestion efficace et durable de cette cité antique inscrite sur la liste du patrimoine mondial. L'instance internationale a notamment souligné la réussite de la protection des éléments matériels et immatériels qui forgent l'authenticité de ce monument exceptionnel. Au cœur de cette validation figure le nouveau plan de gestion du site élaboré par l'Algérie pour la période allant de 2025 à 2030. Ce document stratégique a été particulièrement apprécié par le Comité. Selon ce dernier, la



mise en œuvre effective de ce plan d'action constitue un socle particulièrement solide pour garantir la bonne gestion des vestiges et préserver leur valeur universelle exceptionnelle sur le long terme.

Forte de ce soutien, l'Algérie réaffirme sa volonté de poursuivre ses efforts continus. Le ministère s'est publiquement engagé à appliquer rigoureusement les recommandations techniques émises à

l'issue de cette décision. Afin d'en assurer le suivi, un rapport actualisé sur l'état de conservation du site, détaillant les progrès réalisés dans l'application de ces directives, sera soumis au Centre du patrimoine mondial d'ici le 1er décembre 2028. Pour les autorités, la protection de cet héritage inestimable demeure une priorité absolue, témoignant de l'identité algérienne et de sa profonde richesse historique.

PROGRAMME "ÉTÉ, MAISON, CULTURE ET ARTS"

Lancement le 1er août prochain

Le ministère de la Culture et des Arts a annoncé le lancement, à partir du 1er août prochain, du programme culturel, artistique et récréatif baptisé, "Été, Maison, Culture et Arts", qui sera déployé à travers les différents établissements culturels sous tutelle sur l'ensemble du territoire national, indique un communiqué du ministère rendu public lundi. Placée sous le slogan "Notre été, est créativité", cette initiative culturelle destinée aux enfants, aux adolescents et aux jeunes adultes se poursuivra jusqu'au 1er sep-

tembre, visant à "traduire dans les faits, la politique du secteur en lien avec la promotion, la pratique culturelle et artistique, le renforcement des programmes dédiés aux enfants, aux adolescents et aux jeunes, ainsi que la mise à profit des vacances d'été pour développer la créativité et révéler les talents", précise la même source. Le programme comprend plusieurs ateliers artistiques et culturels permettant aux enfants et aux jeunes de s'initier à différentes formes d'expression et de création, répartis en plusieurs rubriques, "Mon

quartier en couleurs", "Mon histoire et mon théâtre", "La voix du musée", "Déclamation poétique", "Stand-up Comedy", "La rue du conteur et du meddah", ainsi que "Le film sur mobile", ajoute le communiqué, soulignant que cette initiative vise à "encourager la participation des enfants et des jeunes aux activités artistiques et culturelles durant les vacances d'été". A ce titre, le ministère invite les enfants et les jeunes souhaitant prendre part à ce programme à se rapprocher des établissements culturels relevant du secteur

dans les différentes wilayas du pays afin de s'inscrire aux ateliers ouverts et bénéficier des diverses activités proposées, dans la limite des places disponibles.

Le ministère souligne, enfin, que le programme "Été, Maison, Culture et Arts" (Summer House Culture and Arts) constitue "un rendez-vous culturel estival privilégié visant à découvrir et à accompagner les talents créatifs des enfants et des jeunes, tout en consacrant la culture comme un espace d'apprentissage, de créativité et d'expression".

RÉALISATEUR MYTHIQUE DE "THE MASK"

Décès de Chuck Russell à l'âge de 74 ans

Le monde du septième art est en deuil. Chuck Russell, cinéaste américain à qui l'on doit plusieurs succès cultes des années 1980 et 1990, dont l'inoubliable "The Mask" avec Jim Carrey, s'est éteint à l'âge de 74 ans. Un grand artisan du divertissement hollywoodien tire sa révérence, laissant derrière lui une filmographie rythmée par l'action, l'horreur et la comédie. Il était l'un de ces réalisateurs discrets mais redoutablement efficaces d'Hollywood. Le cinéaste, producteur et scénariste américain Chuck Russell nous a quittés, laissant orphelins de nombreux cinéphiles ayant grandi avec ses œuvres. Si son nom n'est pas toujours le premier cité par le grand public, sa contribution au cinéma de divertissement populaire est indéniable et a marqué toute une génération. C'est en 1994 que Chuck Russell connaît la consécration internationale en réalisant "The Mask". Cette comédie fantastique, véritable phénomène au box-office mondial, propulse définitivement la carrière d'un certain Jim Carrey grâce à une performance cartoonesque époustouflante, tout en révélant la jeune Cameron Diaz. Le film devient instantanément culte, porté par des effets spéciaux novateurs pour l'époque, qui lui vaudront

d'ailleurs une nomination aux Oscars, et un humour décapant. Mais la carrière de Chuck Russell ne se résume pas à cet unique tour de force. Passionné par le cinéma de genre, il s'était d'abord illustré dans l'horreur avec brio. Il signe notamment "Les Griffes du cauchemar" (A Nightmare on Elm Street 3: Dream Warriors) en 1987, souvent considéré par les fans et les critiques comme la meilleure suite de la saga Freddy Krueger. L'année suivante, il confirme son talent pour l'épouvante en réalisant le remake du "Blob", un film de science-fiction horrifique viscéral et très apprécié des amateurs du genre. À partir du milieu des années 1990, le cinéaste s'oriente vers le cinéma d'action à grand spectacle. Il dirige Arnold Schwarzeneg-

ger dans "L'Effaceur" (Eraser) en 1996, un concentré d'action pur jus qui rencontre un immense succès commercial. Quelques années plus tard, en 2002, il a le flair de diriger Dwayne "The Rock" Johnson dans son tout premier grand rôle en tête d'affiche avec "Le Roi Scorpion", spin-off musclé de la franchise "La Momie".

Avec la disparition de Chuck Russell, Hollywood perd un réalisateur extrêmement polyvalent qui a su naviguer avec une aisance rare entre des registres très différents. Ses longs-métrages, qui continuent d'être rediffusés et découverts par de nouveaux spectateurs, resteront les témoins de son indéniable savoir-faire pour le grand spectacle.

LITTÉRATURE

Décès de l'écrivain japonais Keigo Higashino

L'écrivain japonais Keigo Higashino, figure du roman policier, est mort à l'âge de 68 ans, ont annoncé lundi des médias. L'auteur a écrit plus de 106 ouvrages au cours de sa carrière, édités dans plusieurs pays, dont une vingtaine ont fait l'objet d'adaptations à l'écran. Né le 4 février 1958 à Osaka, ce diplômé en génie électrique avait fait ses débuts littéraires en 1985 après avoir reçu le prestigieux prix "Edogawa Ranpo" pour son roman "Hokago" (Après l'école). Keigo Higashino, également auteur du "Dévouement du suspect X" ou d' "Un café maison", était très populaire en Asie, notamment en Chine.

COMIC-CON

La série tirée du "Seigneur des anneaux" dévoile le passé des cavaliers noirs

Amazon a fait sensation au Comic-Con de San Diego, en révélant la bande-annonce de la troisième saison de sa série inspirée par l'univers du "Seigneur des Anneaux", qui examine le passé des terribles cavaliers noirs. Les Nazgûl, ces chevaliers du mal au service de Sauron, le seigneur des ténèbres, ont terrifié les lecteurs de l'oeuvre de Tolkien, adaptée au cinéma il y a 25 ans par Peter Jackson. Mais avant d'être des spectres semant l'effroi, ils ont d'abord été de simples hommes. La nouvelle saison de la série "Les Anneaux de pouvoir" introduit ces nobles au destin corrompu, en les affublant d'un nouveau nom dans la langue noire: ils deviennent ainsi les Nazgagnôl, un vocable forgé pour désigner les neuf hommes appelés à devenir les serviteurs de l'Anneau. Les deux premières saisons du feuilleton ont retracé les machinations de Sauron pour dominer la Terre du Milieu. "Sauron n'a cessé d'étendre ses troupes. (...) Il existe quelques poches de résistance capables de le tenir en échec", a rappelé le co-créateur de la série JD Payne, lors d'une conférence. La troisième saison se concentrera sur les efforts du seigneur des ténèbres pour forger l'Anneau unique, et emmènera le spectateur au cœur de sa forteresse, a expliqué Charlie Vickers, qui incarne Sauron. "Il est resté enfermé à Barad-dûr, essayant encore et encore de forger l'Anneau Unique, sans y parvenir. Il est donc désormais totalement déterminé à trouver un moyen d'y arriver", a détaillé l'acteur. Outre les premières images des Nazgagnôl en capes noires et couronnes pointues, la présentation a permis d'introduire d'autres personnages qui débarquent dans cette nouvelle saison. Andrew Richardson incarnera Anarion, une figure clé du royaume du Gondor, et Jamie Campbell Bower prêter ses traits à Celeborn, un des elfes les plus puissants de la Terre du milieu, époux de la reine Galadriel.

SÉRIE SUR L'UNIVERS "BLADE RUNNER"

Située plusieurs siècles avant les événements du "Seigneur des anneaux", "Les Anneaux de pouvoir" est considérée comme la série la plus chère de tous les temps. Amazon Prime la présente comme l'un de ses plus gros succès d'audience. La plateforme de streaming a également profité du Comic-Con pour donner un aperçu de sa mini-série dystopique "Blade Runner 2099", en annonçant qu'elle sera disponible à partir du 25 novembre. Le feuilleton mettra à l'affiche Michelle Yeoh (oscarisée pour "Everything Everywhere All At Once") et Hunter Schafer (vue dans la série "Euphoria"). L'intrigue marque "la renaissance d'une ville et celle de tous nos personnages", a expliqué sa créatrice et productrice exécutive, Silka Luisa. La franchise, où les répliquants, ces êtres biologiques artificiels, coexistent avec les humains, semble "plus d'actualité que jamais", a estimé le producteur Andrew Kosove. "Le futur s'est réalisé", a abondé Mme Luisa. "Une grande partie de ce que promettait +Blade Runner+ semble désormais immédiat et à portée de main (...) Et pour moi, la grande inconnue est de savoir ce qui se passe lorsque notre époque touche à sa fin. Que se passe-t-il lorsque les humains cessent d'être l'espèce dominante ?", a-t-elle poursuivi. Parmi les autres événements marquants de la journée, DC Studios a donné un aperçu de "Lanterns", nouvelle série sur l'univers du super-héros Green Lantern. Située dans une petite ville du Nebraska, la série suit deux détectives incarnés par Kyle Chandler et Aaron Pierre.

**Recette
du jour****Recette hachis
parmentier**

Ingrédients pour 6 personnes :

1 kg de pommes de terre
400 g de viande de bœuf haché
1 oignon
1 gousse d'ail
1/2 botte de persil
1 œuf
100 g beurre
300 ml litre de lait
noix de muscade
sel
poivre

INSTRUCTIONS

Epluchez les pommes de terre et les cuire dans une eau salée une trentaine de minutes. Ciselez l'oignon et l'ail, et le faire suer dans une poêle. Remuez jusqu'à ce que ça devient translucide, ajoutez la viande hachée, faites bien cuire, ajoutez le persil haché et assaisonnez selon votre goût, puis réserver. Dans un récipient, mélanger la viande hachée, le persil

haché, les oignons et l'œuf entier. Bien mélanger le tout. Une fois les pommes de terre cuites, les égoutter et les réduire en purée. Faites chauffer le lait à feu doux, ajoutez le beurre à la purée de pomme de terre, puis enfin le lait chaud. Bien mélanger pour obtenir une purée onctueuse. Assaisonnez de sel, poivre et noix de muscade. Beurrez un plat à gratin. Étalez la moitié de la purée sur le fond du

plat, ajoutez dessus le mélange de viande hachée et étalez le restant de purée de pommes de terre, vous pouvez utiliser la poche à douille pour étaler cette couche. (vous pouvez ajouter une couche de fromage dessus) Enfournez à four chaud, 200°C jusqu'à ce que la surface du hachis parmentier prenne une jolie couleur dorée. Retirez du four, laissez tiédir avant de passer à la dégustation.

Gâteau du Jour**ECLAIR VANILLE DE
TAHITI, PRALINÉ
NOISETTE**

Ingrédients de la pâte à choux :
500 gr de lait
150 gr de beurre
200 gr de farine
5 œufs
8 gr de sel

Préparation

-Faire bouillir, dans une casserole, le lait avec le beurre et ajouter la farine en deux fois tout en mélangeant avec une spatule en bois. Cuire en mélangeant jusqu'à ce que la pâte soit bien desséchée et ne colle plus à la casserole (compter environ 12 min de cuisson).
-Transvaser dans une jatte, tourner énergiquement dans la pâte et ajouter les œufs un par un quand la pâte commence à refroidir.
-Coucher les éclairs à l'aide d'une douille de diamètre 16 et les cuire au four à chaleur tournante pendant 18 minutes à 180°C.

Ingrédients du praliné noisette :

200 gr de pralin noisette
200 gr de chocolat au lait, 200 gr de feuillantine.

Préparation

Faire fondre au bain-marie le chocolat avec le pralin noisette. Ajouter la feuillantine, mélanger l'ensemble et étaler le tout à l'aide d'un rouleau à pâtisserie entre deux feuilles de papier sulfurisé. Réserver au frais pendant deux heures puis ensuite tailler la plaquette à la taille de vos éclairs.



Ingrédients de la crème pâtissière :
500 gr de lait
1 gousse de vanille Tahiti
4 jaunes d'œufs
100 gr de sucre
20 gr de maïzena
20 gr de sucre.

Préparation

Dans une casserole faire chauffer le lait avec la gousse de vanille. Pendant ce temps, battre ensemble les œufs, le sucre et la maïzena. Verser le lait chaud sur le ruban sans cesser de battre l'ensemble énergiquement. Remettre le tout dans la casserole et porter à ébullition tout en fouettant. Hors du feu, ajouter le beurre frais et bien mélanger. Débarrasser dans un bol et mettre au frais pendant quelques heures en mettant un film alimentaire en contact.

Ingrédient de la crème Chiboust :

500 gr de crème pâtissière
2 gr de gélatine
100 gr de blanc d'œuf
50 gr de sucre S2.

Préparation

Mettre la gélatine à tremper dans de l'eau froide. Battre les blancs en neige en leur ajoutant le sucre petit à petit. Egoutter la gélatine et faire la



fondre au bain-marie. Battre la crème pâtissière énergiquement à l'aide d'un fouet et ajouter la gélatine fondue. Ajouter délicatement les blancs montés en deux fois. Mettre dans une poche avec une douille.

L'dressage à l'assiette

Commencer par déposer une plaquette de praliné dans l'assiette. Ensuite ouvrir l'éclair en deux et déposer la première partie sur le praliné. Garnir cette partie d'éclair avec la crème Chiboust à l'aide d'une douille cannelée et déposer le chapeau pardessus. Saupoudrer généreusement avec du sucre impalpable.

Conseil du jour**Remède de
grand-mère constipation :**

- 1) L'eau chaude citronnée au réveil
- 2) Les graines de lin
- 3) Le pruneau
- 4) L'huile d'olive
- 5) L'infusion de fenouil
- 6) Le yoga et les exercices de relaxation

**Le
saviez-
vous ?**

Les fumeurs sont à peu près 20 fois plus susceptibles de développer un cancer du poumon que les non-fumeurs. Plus une personne fume longtemps et plus elle fume de cigarettes chaque jour, plus son risque de

cancer du poumon augmente.

**Bon à savoir !**

Pendant la grossesse, si l'un des organes de la mère est endommagé, son bébé lui enverra des cellules souches pour réparer l'organe.

**Astuce du jour:**

Astuces pour mieux digérer le concombre

Faites le dégorgier en le saupoudrant de sel une fois coupé. Pour atténuer le goût de sel vous pourrez ajouter du sucre dans votre assaisonnement. Laissez tremper votre concombre coupé dans un peu de lait sucré... Épépinez le concombre pour ne consommer que la chair.

**CITATION
DU JOUR**

« La seule limite à notre épanouissement de demain sera nos doutes d'aujourd'hui. »

Le Courrier
Quotidien national d'information
Edité par l'Eurl Millénum Presse

Siège social :
Maison de la presse Kouba - Alger

R.C. : N° 01 B 00 151 30
Compte bancaire :
BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :
Ahmed TOUMIAT
Administration-publicité :

Tél. / Fax. : 023 70 94 27
Rédaction :

Tél. : 023 70 94 35
023 70 94 22
023 70 94 30
023 70 94 31
Fax. : 023 70 94 26

Composition :
PAO Le Courrier d'Algérie

« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER
A : l'Entreprise Nationale de communication,
d'Édition et de Publicité »

Agence ANEP : 01, Avenue Pasteur Alger.
Téléphone : 020-05-20-91 / 020-05-10-42
Fax : 020-05-11-48/020-05-13-45 / 020-05-13-77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression :

- Centre : SIA - Est : SIE
- Ouest : SIO

Nos bureaux régionaux

Tizi Ouzou :
3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine
Tél. / Fax. : 026 20 20 66

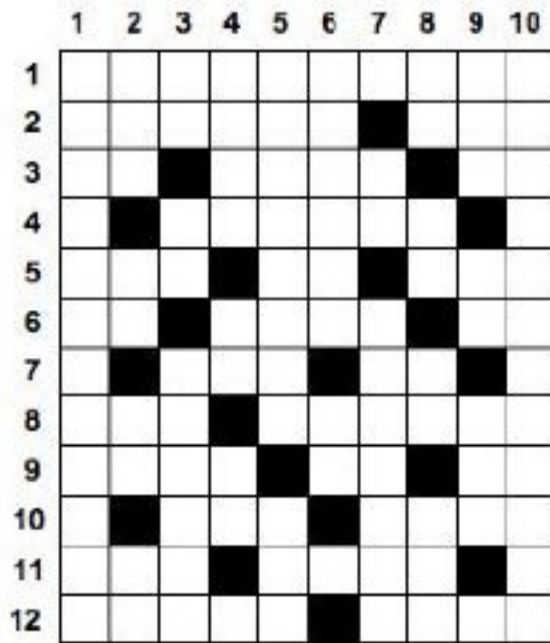
Oran : 6, avenue Khedim Mustapha
Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira : Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble
Kheerouf - Bouira. **Tél. / Fax. :** 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies
ou tout autre document adressés
à la rédaction ne peuvent faire
l'objet d'une quelconque
réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses
lecteurs du changement de ses
adresses électroniques et leur
communiquant les nouvelles :
lecourrierdalgerie@yahoo.fr
redaction_courrier@yahoo.fr

Mots croisés



HORIZONTALEMENT

1 - Écarts de conduite - 2 - Sédition - Napperon - 3 - Eu égard à - Possessif - Outil de traçage - 4 - Enchâsser - 5 - Thymus du veau - De moins - Gendre du Prophète - 6 - Jeu chinois - Il est bien tourné - Article - 7 - Œuvre de choix - Agent de liaison - 8 - Arrivée en criant - Expériences - 9 - Résiste à toute pression - Dieux des stades - Se mirait dans le Nil - 10 - Découverte - Paradis - 11 - Mèche rebelle - Enveloppe - 12 - Pressé - Relève.

VERTICALEMENT

1 - Qui mènent une vie de débauche - 2 - Pris au cœur - Devenue vraiment bête - Carotté - En pelne - 3 - En éveil - Spires d'Hitler - Dégrader la réputation de quelqu'un - 4 - Mille-pattes - Consonne double - Europium - 5 - Renvois - Quartier chaud - 6 - Ancien german - Possessif - 7 - Noyau de cerise - Intention - 8 - Le rêve d'une vie de chien - Roulement de tambour - Tantale - En dehors - 9 - N'est plus brouillon - Largeur d'étoffe - Echauffait la bile - 10 - Qui détruit les microbes.

Mots fléchés

Sédition	E	Têtes de canards	Amas	Largeur d'étoffe	Prudent
Amincît		Quarts chauds	Double voyelle	Fils de Noé	
					Vigueur
Chaume					Laisse rêver
Cages			Prises au cœur		Couille au Congo
			Bouche à nourrir		
Deux de trois		Arsenic		Pêche-ress	
Rouleur sur piste		Os sans moelle		Bonne base	
		Le matin		Boisson	Mal accueillies au palais
		Grecque		Au suivant	
Vient de la cave	Tasso				Fer
	Coloré				
			Couleur locale		Fusil
			Prononcé		Article
Cérémonial			Aperçu ou vue		
Pion			Baie nipponne		
		Formulée			Filet d'eau
		En l'air			
Terme musical		Baie de Honshu			Signe musical
Fruit				A payer	

Mots masqués

Cette grille masque tous les mots de la liste. Rayez ces mots dans tous les sens, de haut en bas, de bas en haut, de gauche à droite et de droite à gauche, horizontalement, verticalement ou diagonalement. Les lettres restantes vous donneront la solution qui correspond à la définition suivante :

Qui fait beaucoup rire (10 lettres)

R	E	I	E	S	S	E	R	P	E	T	S	E	L	N	E	L	T
E	E	C	R	E	S	R	E	V	E	T	N	E	R	R	A	A	T
O	V	C	R	D	I	A	L	E	D	E	I	T	I	I	U	E	O
E	R	R	L	A	T	M	A	S	S	E	U	A	V	D	L	I	N
E	I	V	A	U	F	E	V	A	R	G	P	O	I	A	N	A	T
C	F	A	E	L	S	E	U	S	S	I	J	S	G	T	I	R	E
N	I	M	B	T	E	V	I	A	L	G	N	E	E	V	A	E	T
A	S	E	R	S	E	D	N	E	M	A	O	T	E	F	E	N	E
H	I	S	E	I	S	U	T	A	I	H	R	R	T	E	N	R	A
C	O	I	G	M	E	S	O	R	O	M	I	E	N	T	O	O	R
T	T	S	A	R	S	R	E	V	I	D	V	N	A	S	G	B	U
I	N	S	S	O	E	T	U	E	M	E	A	I	H	E	R	E	E
D	E	A	U	H	E	E	S	S	A	N	D	E	C	I	A	S	S
U	V	S	T	S	C	R	I	A	L	C	E	E	C	S	J	I	I
A	E	O	I	D	A	R	D	E	R	I	O	F	V	R	N	R	L
M	R	A	E	D	R	O	H	E	R	U	P	M	I	A	U	P	A
T	I	C	E	G	R	E	I	V	E	R	U	S	U	E	N	O	V
N	R	E	V	E	R	R	O	S	S	E	E	L	U	O	B	T	S

N.B : Une même lettre peut servir plusieurs fois

ALLANT - AMENDE - AVANT - BAUME - BOULON - BOURG - COURSE - CRECHE - CRISE - DAIS - DIETE - DOUCE - ECRAN - ECRIT - ESSAI - FIERE - FORMER - FRAISE - GAIN - GOURDE - GRAVE - HAIE - HORDE - HOUE - IMPUR - INERTE - INTRUS - JAIS - JARRE - JOUE - LAID - LAIE - LETAL - LOURD - MAIE - MEULE - MOULE - NAVET - NORMAL - NOTER - OISIVE - OLIVE - ORVET - PERTE - POIRE - PRIERE - REVERS - REVUE - ROUND - SAIN - SOIN - SOURDE - TAIRE - TOISE - TRAIT - ULTIME - USAGER - USUEL - VERBE - VIRALE - VISITE.

Solutions du précédent numéro

MOTS CROISÉS

1. Répertoire - 2. Étroit - Élu - 3. Duel - Colle - 4. Ri - Er - Nue - 5. Est - Ut - SGP - 6. Riens - Ar - 7. Soie - Taule - 8. Es - Né - S.S - 9. Parts - Es - 10. Éta - Ruelle - 11. Nu - Têt - Eue - 12. Têtes - Usés..

VERTICALEMENT :

1. Redressement - 2. Étuis - Os - Tué - 3. Pré - Tri - Pa - 4. Éole - Iéna - Té - 5. Ri - Rue - Erres - 6. T.T.C - T.N.T - Tut - 7. On - Sasse - 8. Relus - Us - Les - 9. Illégal - Élué - 10. Eue - Pressées.

MOTS FLÈCHES

HORIZONTALEMENT :

Avenante - Ides - Aspe - Unir - Buser - Étire - Est - Fe - Eues - Ei - Ose - Ir - Retiré - Ise - Erne - Élée - Ase - Germer.

VERTICALEMENT :

Aviné - Ruées - Édit - Œstre - Âneries - Ein - As - Ruer - Reg - An - Rée - Âme - Tau - Sise - Er - Messe - Bée - ILM - Pesé - Risée - Avertir - Réer.

MOTS MASQUÉS INTUMESCE

Forte affluence au salon "Produit de mon pays" à Oran

Le Salon "Produit de mon pays", ouvert depuis mardi au Palais des expositions de M'dina Jdida (Oran), enregistre une forte affluence de visiteurs et de professionnels, a-t-on constaté. Le nombre de visiteurs de cette foire, qui met en valeur une large gamme de produits algériens reflétant la richesse et la diversité des productions industrielles, agricoles et artisanales nationales, a dépassé les 10.000, a indiqué le commissaire du Salon, Mahmoud Elhani. Organisée dans le but de promouvoir le produit national et de renforcer la culture de la consommation des produits fabriqués localement, le Salon réunit plus de 100 entreprises économiques spécialisées notamment dans les industries agroalimentaire et textile, ainsi que des producteurs représentant plusieurs wilayas du pays, proposant une large gamme de produits, notamment des denrées alimentaires, des vêtements, des produits cosmétiques et du mobilier. De nombreuses petites et moyennes entreprises (PME) prennent également part à cet événement, aux côtés de plusieurs start-up, pour présenter des services liés au commerce, à la publicité et à d'autres activités. Dans des déclarations à l'APS, plusieurs exposants ont souligné que le Salon "Produit de mon pays" constitue une opportunité de promouvoir les produits nationaux et d'élargir leur clientèle. Ils ont estimé que le développement de l'industrie nationale est une responsabilité partagée par l'ensemble des producteurs, en particulier les artisans, relevant que ce type de rencontres contribue à mieux faire connaître les produits fabriqués localement et à encourager leur consommation. De leur côté, plusieurs visiteurs, venus découvrir les produits exposés, ont exprimé leur intérêt pour les produits nationaux, affirmant leur volonté de les privilégier dans leur consommation quotidienne afin de contribuer au soutien de l'économie nationale. Le Salon se poursuivra jusqu'au 1er août prochain.

Le navire "Badji Mokhtar III" en arrêt technique programmé en Grèce

L'Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs (ENTMV) a indiqué, mardi, que le navire "Badji Mokhtar III" se trouve actuellement dans un chantier de réparation navale en Grèce, dans le cadre d'un arrêt technique annuel programmé au préalable. L'entreprise a indiqué, dans un communiqué, qu'elle s'emploie

à rattraper le retard enregistré dans l'exécution de cet arrêt technique, attribuant celui-ci à des "raisons techniques" indépendantes de sa volonté. L'entreprise a également souligné que les informations relayées sur certaines plateformes des réseaux sociaux au sujet de la saisie du navire "sont dénuées de tout fondement".



Pétrole : le Brent à 88,56 dollars le baril

Les cours du pétrole poursuivaient leur forte hausse mercredi, portés par les tensions géopolitiques internationales, qui ravivent les craintes d'éventuelles perturbations de l'approvisionnement mondial en brut. Vers midi, le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en septembre, s'appréciait de 5,32 % à 88,56 dollars. Le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain, également pour livraison en septembre, gagnait 5,02 % à 83,23 dollars. Selon les analystes, cette envolée des prix s'explique à la fois par les inquiétudes liées à l'approvisionnement en pétrole dans un contexte de tensions géopolitiques internationales persistantes et par le recul des stocks, qui accentue les tensions sur le marché. Les observateurs soulignent également que les produits pétroliers raffinés bénéficient d'un soutien accru, leurs prix progressant à un rythme souvent supérieur à celui du pétrole brut en période de risques sur l'offre.

La population japonaise tombe sous 120 millions d'habitants pour la première fois

La population japonaise est passée sous la barre des 120 millions d'habitants pour la première fois en 42 ans, selon des données gouvernementales publiées mercredi, dans un pays confronté à un faible taux de natalité et au vieillissement démographique. Au 1er janvier 2026, le nombre de ressortissants japonais vivant dans l'archipel (sans inclure les résidents étrangers) s'élevait à 119.736.483 personnes, soit une baisse de 0,76% par rapport à l'année précédente, selon le ministère des Affaires intérieures. La population japonaise est en recul depuis 17 années consécutives, après un pic atteint en 2009. En revanche, la population de résidents étrangers vivant sur le sol japonais a atteint son plus haut



niveau depuis le début de leur recensement en 2013, selon le ministère. En les incluant, la population totale présente au Japon représente 123,76 millions. Le Japon a la deuxième population la plus âgée au monde (âge médian 49,9 ans) après Monaco, selon la Banque mondiale. Selon de précédentes données officielles publiées début juin, le taux de fécondité au Japon est tombé à un niveau record de 1,14 enfant par femme en 2025, soulignant la

crise démographique qui ronge le pays. Outre une population

en déclin et vieillissante, le Japon affiche également l'un des taux de natalité les plus faibles au monde - ce qui entraîne une série de problèmes, notamment des pénuries de main-d'oeuvre, une explosion des dépenses de sécurité sociale et une diminution du nombre d'actifs contribuant par l'impôt.

Washington va rétablir 600 millions de dollars de financement à l'Alliance du vaccin

Les Etats-Unis vont fournir à l'Alliance du Gavi 600 millions de dollars de financement qui avaient été gelés l'an passé, a annoncé mardi une influente sénatrice américaine. "C'est une bonne nouvelle que suite à nos récentes interventions le département d'Etat se soit engagé à verser la totalité des 600 millions de dollars destinés à Gavi", a déclaré l'élue démocrate Susan Collins, cheffe d'une puissante commission budgétaire au Sénat américain dans un communiqué. Ces fonds avaient été "alloués par le Congrès" et devaient bénéficier à une organisation jouant un "rôle essentiel pour empêcher la propagation des maladies évitables à l'échelle mondiale et enrayer les épidémies avant qu'elles n'atteignent les frontières des Etats-Unis", a-t-elle ajouté.

Portugal : arrestation de 155 personnes pour des infractions présumées liées aux incendies de forêt

Les autorités portugaises ont arrêté 155 personnes pour des infractions liées aux incendies de forêt depuis le début de l'année, ont rapporté mardi des médias locaux, citant la Garde nationale républicaine (GNR). Selon la GNR, "ces arrestations ont été effectuées entre le 1er janvier et le 27 juillet dans le cadre des opérations de surveillance, de contrôle et d'enquête menées pour prévenir et lutter contre les incendies en milieu rural". Les forces de l'ordre ont également recensé 5 301 infractions liées aux incendies de forêt depuis le début de l'année, ainsi que 88 infractions pour pollution et 11 infractions portant atteinte au patrimoine naturel. Dans un communiqué publié à l'occasion de la Journée mondiale de la protection de la nature, la GNR a mis en avant le travail de son Service de protection de la nature et de l'environnement, chargé de surveiller, d'enquêter et de constater les infractions à la législation relative à l'environnement et au patrimoine naturel. Le Portugal reste confronté à plusieurs incendies de forêt de grande ampleur. Dans le district central de Guarda, un incendie qui ravage la zone située entre les villages de Rochoso et Cerdeira, demeurait hors de contrôle mardi matin, mobilisant près de 300 pompiers.

Plus de 40 hommes armés éliminés dans le nord du Nigeria

Au moins 40 hommes armés, dont huit commandants présumés de haut rang, ont été éliminés après que les forces de sécurité nigérianes ont repoussé une attaque contre un village de l'Etat de Katsina (nord), a annoncé mardi le commissaire à la sécurité intérieure et aux affaires intérieures de cet Etat, Nasir Mu'azu. Il a déclaré, dans un communiqué, que des forces de sécurité avaient engagé le combat contre les hommes armés après que le groupe eut attaqué dimanche le village de Guga, dans la zone de gouvernement local de Bakori. Selon M. Mu'azu, des rapports des services de renseignement avaient indiqué que les "bandits" prévoyaient d'attaquer plusieurs villages avant de lancer des assauts coordonnés contre la ville de Bakori. D'après lui, Idi Abasu Aiki, le chef présumé de ce groupe de bandits, aurait été grièvement blessé par balle lors de l'échange de tirs, les forces de sécurité ayant contraint les assaillants à battre en retraite dans le désordre. Cette tentative d'attaque, qui serait liée à une opération antérieure menée dans la même région le 7 juillet, au cours de laquelle les forces de sécurité auraient infligé de lourdes pertes aux bandits, visait à regagner le terrain perdu et à saper l'architecture de sécurité communautaire mise en place par les autorités de l'Etat, a dit M. Mu'azu.

EXPRESS- HISTORIQUE

La Grenouille et le Boeuf (2)





Dans la journée : Ensoleillé
Vent : 24 km/h
Humidité : 67%



Dans la nuit : Dégagé
Vent : 21 km/h
Humidité : 90 %

Dohr : 12h55
Assar : 16h44
Maghreb : 20h00
Îcha : 21h32

Vendredi 16
safar 1448
Sobh : 04h12
Chourouk : 05h53

FILIÈRE SIDÉRURGIQUE

De l'acier pour l'industrie nationale

Du nouveau dans le processus de modernisation et de développement de la filière sidérurgique en Algérie : Tosalı Algérie annonce la production de la première bobine d'acier sur la ligne de laminage à froid et de décapage.



Ph : DR

En fait, il s'agit d'une étape stratégique dans ce processus de modernisation et de développement de la filière sidérurgique en Algérie. Les spécialistes estiment que l'Algérie consolide ainsi sa position sur le marché de l'acier. Ils expliquent que sur une ligne combinée de décapage et de laminage à froid (souvent appelée PLTCM ou Pickling Line and Tandem Cold Mill), la bobine d'acier subit une transformation majeure en continu. Le décapage élimine l'oxyde de fer superficiel (la calamine) grâce à un bain d'acide, tandis que le laminage à froid réduit l'épaisseur de la bande d'acier à température ambiante pour lui donner ses propriétés mécaniques finales. Selon le Mode Intelligence Artificielle, l'acier ainsi obtenu est destiné à deux types de débouchés principaux.

Il y a, d'abord, les applications industrielles directes (Produits finis). La même source souligne que l'acier laminé à froid possède un excellent état de surface, des tolérances d'épaisseur très strictes et des propriétés mécaniques accrues. Il est directement utilisé dans : l'automobile (Pièces de carrosserie, portières, capots et éléments de structure légers mais résistants) ; l'électroménager (panneaux extérieurs et structures des réfrigérateurs, machines à laver, fours et micro-ondes) ; la construction et l'industrie (profilés de précision, tubes de haute qualité, armoires électriques et radiateurs) ; l'emballage (fabrication de canettes, fûts industriels et boîtes de conserve (acier pour emballage)). Le Mode IA précise également que la bobine sortant de cette ligne sert très souvent de matière première pour d'autres lignes de traitement thermique ou de revêtement.

Le complexe Tosalı n'en est pas à sa première performance. Au début de cette année, il a effectué ses premières opérations d'exportation de tôles d'acier du complexe Tosalı au titre de l'année 2026. Cette opération a consisté en l'expédition simultanée de quatre navires, dont trois ont quitté le port d'Arzew et un le port d'Oran, à destination de la Pologne, la Lettonie, l'Italie et la Tunisie. Selon un membre du Conseil d'Administration du complexe Tosalı, cette initiative reflète la dynamique que connaît le secteur de l'exportation dans la filière sidérurgique. Il a ajouté que le volume des exportations dans le cadre de cette opération est estimé à 22.000 tonnes de produits sidérurgiques, pour des recettes financières avoisinant 13,5 millions de dollars. Ces exportations concernent principalement les tôles laminées à chaud et le fil de fer. Le même responsable avait également annoncé que le groupe était en voie de réaliser une extension dédiée à la production de tôles laminées à froid, galvanisées et peintes, destinées aux industries de l'électroménager et de l'automobile. Il a affirmé que ces investissements, qui reposent sur des technologies de pointe, permettront de produire un acier de haute qualité et à forte valeur ajoutée, contribuant ainsi à la réduction des importations et au renforcement des exportations nationales. Il avait également annoncé que les unités de production de tôles laminées à froid entreraient en exploitation à partir du mois de septembre prochain, saluant le suivi rigoureux accordé par les pouvoirs publics au dossier de l'exportation.

M. R.

ILS ONT SOULIGNÉ LA NÉCESSITÉ D'ŒUVRER POUR LA PAIX DANS TOUS LES CONFLITS DE LA RÉGION

Tebboune et al-Sissi conviennent d'une rencontre prochaine

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, hier, un appel téléphonique de son frère, Abdel Fattah al-Sissi, président de la République arabe d'Égypte sœur, dans lequel il lui a exprimé ses condoléances et sa solidarité, en son nom personnel et au nom du peuple, du gouvernement et des institutions de l'Égypte, suite aux incendies qu'a connus l'Algérie et qui ont fait des victimes, a indiqué un communiqué de la Présidence. Selon le même communiqué, les deux dirigeants ont également passé en revue les excellentes relations bilatérales entre l'Algérie et l'Égypte, et ont abordé la situation en Palestine, au Moyen-Orient, dans le Golfe et dans le monde arabe, exprimant la nécessité d'œuvrer pour favoriser une solution pacifique dans tous les conflits et tensions de la région. L'occasion a également été, souligne la même source, propice pour aborder la situation en Libye sœur, et la nécessité de travailler pour surmonter la situation difficile actuelle. Les deux Présidents ont enfin convenu d'une rencontre prochaine.

R. N.

UN REPORTER DANS LA FOULE

Au pays des séismes

LA CHRONIQUE DU JEUDI

Le Japon, connu pour être le pays le plus avancé dans les moyens de prévention contre les risques sismiques, vient de subir à Yatsushiro, dans la région de Kumamoto, au Sud-Ouest du pays, mardi dernier, une puissante secousse d'une intensité de 7,1 (niveau maximum) sur l'échelle japonaise de « Shindo » qui mesure l'intensité (effets et dégâts) du séisme plutôt que la magnitude (énergie libérée) comme le fait l'échelle de Richter.

La secousse s'est produite à 16h27 (heure locale-8h27 heure algérienne). Six répliques ont suivi. Si les séismes sont ressentis sans trop de panique par la population japonaise, celui de mardi dernier, a été très violent et a causé une explosion (due probablement au gaz) qui a touché un centre commercial, très animé à cette heure de la journée, qui s'est effondré. Hier, un bilan provisoire faisait état de 13 morts, plus de 100 blessés et plusieurs disparus. Une alerte au Tsunami a été levée après avoir été émise au début du séisme. Des incendies se sont déclarés un peu partout après le séisme. « Nous évaluons encore l'ampleur des blessés et des dégâts matériels », a déclaré la Première ministre, Sanae Takaichi, à la télévision.

Des images impressionnantes ont été publiées montrant des habitations et des ponts en partie détruits, des bâtiments éventrés et des wagons de trains de marchandises renversés. Il y a 10 ans, le 14 avril 2016, la région avait été secouée par un séisme de même intensité et après 130 répliques, avait fait 278 morts. C'est beaucoup de victimes mais qui restent en deçà des bilans ailleurs dans le monde avec la même intensité.

Rappelons que les Japonais ont appris à vivre avec les séismes. Partant du principe que ce n'est pas le tremblement de terre qui tue mais les infrastructures, au Japon toutes les constructions sont aux normes antisismiques en constantes mises à jour. La population est formée aux premiers gestes de protection les plus variés. À la maison, dans la rue, en voiture, etc. Il faut des séismes avec une intensité maximale comme celle de mardi dernier pour les inquiéter et causer des dégâts.

« Depuis deux décennies, les smartphones, au Japon, sont équipés d'un système d'alerte sismique précoce qui déclenche une alarme immédiatement avant qu'un tremblement de terre ne frappe. Premier de ce genre dans le monde, ce système génère une alerte basée sur les petites secousses initiales qui se produisent quelques secondes ou dizaines de secondes avant un grand tremblement de terre, exhortant les gens à se préparer à évacuer » nous apprend le site du ministère japonais de l'intérieur.

D'autre part et en matière de secours, des « drones d'observation » sont capables de détecter les personnes par imagerie infrarouge thermique et les projette en silhouettes 3D, ce qui aide à déterminer l'emplacement et l'état des personnes à secourir.

Dès leur plus jeune âge, les japonais sont entraînés et familiarisés aux mesures à adopter en cas d'urgence. Le 1er septembre est depuis de nombreuses années déjà, la journée nationale de prévention sismique, durant laquelle des exercices de simulations sont effectués. Tous ces efforts permettent aux japonais d'éviter la panique, d'agir dans la discipline en ayant les gestes les plus appropriés. D'autant que le pays, un archipel, est menacé de tsunami après chaque tremblement de terre. Pourtant, le premier pays où la terre tremble le plus souvent n'est pas le Japon mais la Chine suivie par l'Indonésie et l'Iran. Très avancé dans les méthodes de prévention, le Japon exporte sa méthode d'éducation aux catastrophes, notamment en Turquie.

Ce que l'on peut dire, c'est que le Japon concentre à lui seul presque 20% des plus grands séismes au monde. Tous ses efforts tendent à atténuer les dégâts engendrés par les secousses. Les pays qui vivent les mouvements de la terre, comme le nôtre, devraient s'en inspirer. Le tremblement de terre de Boumerdes en 2003 est encore dans toutes les mémoires. Et Chlef, par deux fois : 1954 et 1980.

Zouhir Mebarki
zoume600@gmail.com

SOUS-RIRE

Sur fond de polémique concernant les moyens aériens, Macron réunit une cellule de crise face aux incendies en France

